

# TRAME D'AUTOÉVALUATION D'UNE FORMATION DU 3<sup>E</sup> CYCLE

**CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2025-2026**  
VAGUE A



## DOMAINE 1 : LA POLITIQUE DE LA FORMATION DOCTORALE MENÉE DANS LE PÉRIMÈTRE DE L'ÉCOLE DOCTORALE

### Introduction

En préambule, et puisqu'il s'agit d'évaluer une formation doctorale, à la recherche et par la recherche, on voudrait souligner le rôle majeur des doctorantes et doctorants dans la production de la recherche, et sur la volonté constante dont font preuve les acteurs de la formation doctorale de droit du site Lyon-Saint-Étienne de développer une recherche d'excellence au sein des Unités de recherche rattachées à l'École doctorale de droit (ED 492). Cette volonté bénéficie du soutien des établissements impliqués, qui laissent l'ED 492 libre de décliner les modalités de réalisation de la politique de la recherche au regard de ses propres spécificités.

On voudrait également insister, d'une part, sur la volonté qu'a eue l'ED 492 de *prendre au sérieux* les recommandations formulées lors de la précédente évaluation, en cherchant à améliorer l'existant ou à développer de nouvelles actions, et, d'autre part, sur quelques faits marquants qui ont pu impacter son fonctionnement. Plusieurs événements ont en effet marqué la précédente contractualisation. Outre la modification en 2022 de l'arrêté du 25 mai 2016 et la pandémie, certains sont propres au site Lyon / Saint-Étienne. Le plus important aura sans doute été le rapatriement de la diplomation « doctorat » dans les établissements (2021) et des budgets des Écoles doctorales dans leur établissement support (2024), en raison de l'abandon du projet de création d'un Grand Établissement expérimental fusionnant les Universités et grandes écoles du site. Jusqu'en 2022 en effet, dans le contexte de l>IDEX Lyon-St-Etienne et la perspective de la création d'un Établissement public expérimental, la ComUE Université de Lyon était accréditée à délivrer le doctorat en droit, les Universités Lyon 2, Lyon 3 et Jean Monnet n'intervenant qu'en qualité d'établissements opérateurs du doctorat en droit. Désormais, chacune de ces trois Universités est de nouveau accréditée à délivrer le doctorat en droit, tandis que la ComUE, dotée de nouveaux statuts, a été transformée en ComUE Lyon Saint-Etienne. En conséquence du rapatriement de la délivrance du doctorat au sein des établissements, il a fallu modifier la Charte du doctorat, en concertation avec les autres établissements et dans le cadre du Collège académique et du Collège doctoral de site, ainsi que le modèle de la Convention de formation, là encore en concertation avec les autres établissements, dans le cadre du Collège académique et du Collège doctoral de site. Un autre fait marquant a consisté, s'agissant de la gestion administrative et pédagogique des doctorantes et doctorants, dans la substitution d'un nouveau système de gestion, ADUM, à l'ancien système, SIGED, qui avait été conçu localement et ne donnait pas entière satisfaction. De l'avis général des utilisateurs, doctorantes et doctorants comme encadrantes et encadrants, le nouveau système de gestion, qui permet la dématérialisation de toutes les étapes du parcours doctoral, de l'inscription en D1 à la soutenance, offre davantage de fonctionnalités et fournit un service appréciable. Notamment, ce nouveau système de gestion apporte de nombreuses améliorations dans le suivi et la gestion des doctorantes et doctorants et dans la communication, qui peut désormais être ciblée par établissement, discipline, unités de recherche ou encore par année de doctorat. Il n'en demeure pas moins que ce changement a occupé de façon très chronophage l'ensemble des acteurs (du personnel de l'ED aux encadrants), qui ont vu leur temps de travail nettement chargé par cette « bascule » de Siged à ADUM, dans la mesure où cette bascule s'est opérée sans possibilité de reprise des données renseignées dans Siged, ce qui a impliqué un travail d'import de la part des unités de recherche et du personnel administratif de l'ED 492.

Cela étant dit, si l'abandon des projets de structuration institutionnelle du site a conduit à réduire les financements alloués au Service des études doctorales de la ComUE, et conséquemment son périmètre d'intervention, la ComUE demeure, pour la formation doctorale, un partenaire important, tant au regard du catalogue de formations qu'elle offre aux doctorantes et doctorants de toutes les écoles doctorales du site (spécialement en matière d'entrepreneuriat et de médiation) que grâce au maintien des services liés à l'international (espace ULYS et réseaux). À cet égard, les doctorantes et doctorants en droit du site bénéficient pleinement des instances / outils mis en place par la ComUE Lyon-Saint-Etienne en lien avec le doctorat, comme par exemple le Collège doctoral (offre de formation transversale, coordination MT 180, coordination des écoles doctorales du site, réflexions sur des projets communs, etc. ...), le Comité d'éthique de la recherche, l'espace ULYS (accueil de chercheurs internationaux). Ils peuvent prendre part aux manifestations qu'elle organise (par exemple, Pop'Sciences : coordination de la Fête de la science sur le site ; diffusion et mise en valeur de la recherche via le magazine, la plateforme et le festival Pop'Sciences). Ils bénéficient également des actions menées par la ComUE sur les problématiques de l'entrepreneuriat, de l'innovation et des transferts de

technologie (bien qu'ils soient en réalité moins concernés que d'autres par ces problématiques), à travers par exemple le SATT Pulsalys, le PUI Impulse, la Fabrique de l'innovation et le Centre d'entrepreneuriat, et sur la question de la vie étudiante (avec la création, en 2025, du Centre de santé mentale étudiant, qui s'ajoute aux portails *Mes Aides* et *Ma Santé* et au *Students Welcome Desk*).

C'est donc dans ce contexte général, et avec le souci de lui conserver l'excellence qui lui est reconnue, que la formation doctorale de droit est réfléchie, quant à sa politique générale et à son programme d'action, au sein du conseil de l'ED 492, en cohérence avec les objectifs et politiques adoptés par les établissements impliqués. Le bilan qui suit s'appuie sur plusieurs éléments d'évaluation interne, comme la réflexion menée au sein du Conseil de l'ED et les questionnaires d'évaluation des formations.

## **Référence 1 : La formation doctorale\* élaborée et mise en œuvre dans le périmètre de l'école doctorale est cohérente avec le positionnement et la stratégie de l'établissement.**

1. Les disciplines juridiques (leur enseignement aussi bien que les activités de recherche) sont au cœur de l'offre de formation de trois des quatre Universités du site Lyon Saint-Étienne : l'Université Lumière Lyon 2, l'Université J. Moulin Lyon 3 et l'Université J. Monnet Saint-Étienne. Ce sont donc ces trois établissements qui sont impliqués dans la mise en œuvre de la formation doctorale, pilotée par l'ED 492.

L'ED 492 est une école doctorale mono-disciplinaire. Son périmètre correspond aux domaines scientifiques des trois sections juridiques du CNU (Droit privé, Droit public et Histoire du droit), déclinés en autant de spécialités de doctorat dans chacun des trois établissements impliqués. Sauf le domaine Histoire du droit, porté exclusivement par une seule des Unités de recherches adossées à l'ED 492 (sous la tutelle exclusive de l'Université J. Moulin Lyon 3), les autres domaines scientifiques qui forment le périmètre de l'ED 492 sont pris en charge par l'ensemble des Unités de Recherche implantées dans chacun des trois établissements impliqués.

En conséquence, les mentions de doctorat susceptibles d'être préparées dans le cadre de la formation doctorale de droit du site Lyon / St-Étienne sont les suivantes :

- à l'Université J. Moulin Lyon 3 : Doctorat en Droit / Doctorat en Droit mention Droit & Management des structures sanitaires & sociales / Doctorat en Droit mention Droit international, européen & comparé / Doctorat en Droit mention Droit privé / Doctorat en Droit mention Droit public / Doctorat en Droit mention Histoire du Droit.
- à l'Université Lumière Lyon 2 : Doctorat en Droit mention Droit privé / Doctorat en Droit mention Droit public / Doctorat en Droit mention Droit social.
- à l'Université J. Monnet Saint-Étienne : Doctorat en Sciences Juridiques

Pour la préparation de ces mentions de doctorat, la formation doctorale dispose d'un nombre d'encadrants potentiels qui, sur la période, est demeuré stable, passant de 111 à 113 HDR associés à l'Ecole doctorale, tandis que le nombre d'encadrants effectifs, assurant la direction d'une thèse au moins, est passé de 96 à 101.

Ces encadrants appartiennent aux différentes Unités de recherche qui forment le périmètre de la formation doctorale de droit, à savoir :

- le CERCRID (CEntre de Recherche CRItique sur le Droit, UMR 5137), placé sous la double tutelle des Universités Jean Monnet et Lyon 2 et réunissant des juristes stéphanois et lyonnais de toute spécialités)
- *Transversales* (UR 4573, anciennement *Droits, Contrats, Territoires*), qui réunit la plupart des privatistes -en dehors des travaillistes, *a priori* rattachés au CERCRID- et publicistes de l'Université Lyon 2
- l'ERLJ (Équipe de Recherches Louis Josserand, UR 3707), qui réunit les collègues spécialistes du droit de la famille, du droit pénal, du droit de la responsabilité et des assurances, du droit du patrimoine et des contrats et du droit de l'entreprise de l'Université J. Moulin Lyon 3
- l'EDPL (Équipe de droit public de Lyon, UR 666), qui regroupe les publicistes internistes de l'Université J. Moulin Lyon 3
- le CLHDPP (Centre lyonnais d'histoire du droit et de la pensée politique, UR 660), qui réunit les historiens du droit et de l'économie de l'Université J. Moulin Lyon 3
- le CRDMS (Centre de recherche en droit et management des services de santé, UR 4588), laboratoire pluridisciplinaire (droit, gestion) prenant pour objet d'études les organisations de santé
- et, pour sa partie constituée par l'*Institut de droit de l'environnement*, l'UMR 5600 *Environnement, Ville et société*, qui regroupe les juristes de l'Université J. Moulin Lyon 3 travaillant sur les thématiques environnementales.

S'appuyant sur les activités de ces équipes de recherche reconnues (UMR et UR), regroupant les potentiels scientifiques et réseaux internationaux des trois établissements du site délivrant le doctorat en droit, la formation doctorale de droit offre à environ 280 doctorants un éventail de centres de recherche, de programmes, de directeurs ou directrices de recherche en mesure d'assurer dans les meilleures conditions l'encadrement de

leurs travaux et la préparation de leur avenir professionnel. De son caractère mono-disciplinaire découle un véritable esprit de communauté, qui favorise une proximité de réflexion et de conception de la recherche au sein des disciplines juridiques, donc un large consensus autour des attendus de la thèse : un travail de recherche personnel aboutissant à la rédaction d'un manuscrit original, selon un standard de manuscrit plutôt long (bien que la tendance soit à la réduction) et impliquant une investigation forte du champ bibliographique et scientifique national et international dans la discipline. Ce consensus permet de réfléchir collectivement aux enjeux renouvelés des formats de thèse. Notamment, l'ED ne s'est pas positionnée défavorablement par rapport aux thèses en VAE, rendues possibles dans certains des établissements co-accrédités (Université Jean Monnet Saint-Etienne, Université Lumière Lyon 2).

Mono-disciplinaire, la formation doctorale de droit est, cependant, multisite. Elle fait à ce titre l'objet d'une convention de co-accréditation aux termes de laquelle les trois établissements impliqués (Lyon 2, Lyon 3 et UJM) s'engagent à coordonner leurs moyens pour promouvoir et développer la formation doctorale dans un objectif d'excellence. Cette convention précise que l'ED 492, membre du Collège doctoral du site Lyon Saint-Etienne, assure la coordination de la formation doctorale de droit. Cette configuration multisites explique également que la *Journée* de l'ED 492 soit organisée alternativement sur chacun des trois sites (en coordination avec la Direction de l'ED 492, le correspondant établissement et la DRED de l'établissement concerné). De même, les formations doctorales assurées pour le compte de l'ED 492 sont susceptibles d'avoir lieu sur chacun des trois sites, à la demande de l'intervenant. Plus généralement, l'élaboration de la Charte commune du doctorat, l'accord sur le contenu des exigences en matière de formations doctorales à valider (nombre d'heures et contenu), la mise en place d'une même organisation des Comités de Suivi Individuel, le passage commun en 2023 de la plateforme SIGED à ADUM et la validation début 2025 d'un nouveau règlement intérieur de l'ED (fixant notamment une même limite du nombre d'encadrements) témoignent du fait que l'enjeu de convergence a été partagé par tous les partenaires de la formation doctorale, débouchant sur une assez grande harmonisation des pratiques administratives entre les établissements.

**2.** En réponse à la question de savoir si la formation doctorale, comprise dans sa globalité, définit ses objectifs et ses débouchés en cohérence avec les ambitions, les orientations scientifiques et les priorités thématiques de l'établissement, on fera remarquer que, sur la période sous évaluation, les Universités impliquées n'ont pas affiché d'orientations scientifiques spécifiques ni de priorités thématiques, à l'exception de l'Université J. Moulin Lyon 3 qui, jusqu'en 2020, identifiait à la fois des zones géographiques et des thématiques de recherches prioritaires, cette politique incitative s'étant traduite notamment par l'attribution de contrats doctoraux fléchés dont l'ED 492 a pu bénéficier. Depuis deux ans, l'Université J. Moulin Lyon 3 organise un appel à projet portant sur la thématique environnementale, sous la dénomination *ETRE* (Environnement et transition écologique), dans le cadre duquel le financement d'un contrat doctoral est prévu. Cet appel (un appel par an) traduit la volonté de l'Université Lyon 3 de s'engager activement dans la transition écologique et le développement soutenable, dans tous les domaines d'activité qui concernent la communauté universitaire. Il s'inscrit dans la dynamique impulsée depuis la création en 2023 de l'École universitaire de la transition écologique, et il est destiné à alimenter les projets de recherche en humanités environnementales en lien avec l'AMI SHS FORESEE (Vivre avec les conséquences du changement climatique : éclairer et construire les fondations d'un contrat social). Cet appel permet de financer un projet d'une durée maximale de 48 mois et s'accompagne d'un contrat doctoral dédié, sur une période de 36 mois. L'ED 492, via l'*Institut du droit de l'environnement* (UMR 5600, *Environnement, Ville et Société*), a ainsi pu bénéficier d'un financement doctoral en 2024, et elle bénéficiera d'un autre contrat doctoral en 2025 dans le cadre du projet conduit au sein de l'EDIEC (*Équipe de droit international et comparé*), sous la responsabilité de la Professeure K. Néri. Ces contrats doctoraux fléchés font l'objet d'une procédure de recrutement spécifique, conforme aux standards du label HRER : rédaction d'une fiche de poste par le porteur du projet en relation avec la Division des personnels enseignants et la DRED ; appel à candidatures ; auditions / sélection ; respect des conditions d'inscriptions auprès de l'ED 492. L'obtention de ces deux contrats doctoraux fléchés montre l'aptitude des parties prenantes à la formation doctorale de droit à répondre avec efficacité aux sollicitations de leur environnement institutionnel et à s'adapter aux thématiques prioritaires de recherche, lorsqu'elles existent.

L'École doctorale de droit n'a pas, de son côté, développé de politique scientifique au sens plein du terme, c'est-à-dire une politique d'orientation du contenu même des recherches doctorales. L'identification et la formalisation des sujets de thèse, par exemple, sont laissées à l'appréciation des encadrants, des doctorants et des Unités de Recherche, l'ED (via le Bureau ou le Conseil, selon la procédure suivie pour l'inscription en D1) n'intervenant pas directement dans le choix des sujets, sauf à s'assurer qu'ils entrent bien dans le périmètre scientifique de l'Unité de Recherche de rattachement et dans le champ de compétences de l'encadrant. L'idée, émise par la Direction de l'ED, de flécher chaque année un contrat doctoral sur un sujet précis et au profit d'une Unité de Recherche déterminée, avec appel national à candidatures, n'a pas été retenue par le Conseil de l'ED 492, ce qui inscrit la politique de l'ED 492 dans les habitudes et pratiques des autres écoles doctorales de droit. La politique scientifique propre à l'ED 492 est donc essentiellement une politique de *qualité* scientifique, et c'est cette qualité qui est vérifiée au moment de l'inscription (parcours académique, pertinence et faisabilité du projet) et lors des entretiens annuels avec le Comité de suivi individuel.

### 3. La formation doctorale est-elle construite en articulation avec les formations juridiques du deuxième cycle ?

Ces dernières années, et pour faire suite aux recommandations qui avaient été formulées lors de la précédente évaluation HCERES, la formation doctorale de droit a en effet cherché à se construire et s'articuler davantage avec les formations de deuxième cycle, spécialement celles du niveau master 2, en dépit du fait que, sur le site, il n'existe pas de SFRI ni de *graduate school* en droit.

Cet effort s'est traduit, premièrement, par la création d'heures d'*Initiation à la recherche*, maquettées dans plusieurs des diplômes de master délivrés par les établissements impliqués, assurées pour le compte de l'ED 492 par des collègues choisis et rémunérés par elle. Le contenu de ces heures d'initiation porte sur les thématiques suivantes : qu'est-ce que la recherche en droit ? quel est l'environnement institutionnel de la recherche ? quelles méthodologies et quelles exigences ? comment accède-t-on au doctorat en droit ? quel est le rôle d'une école doctorale ? quels sont les obligations et les droits du doctorant pendant la thèse ? Quelles sont les perspectives de carrières ?

Outre ces heures d'initiation pilotées par l'ED 492, il faut également mentionner l'existence d'heures d'initiation à la recherche maquettées et obligatoires dans certains parcours de Masters et assurées par un membre de l'équipe pédagogique dudit parcours. Tel est le cas par exemple, à Lyon 3, du Master *Droit public fondamental* et bientôt du Master *Contrats, Construction, Propriétés publiques*, dans lequel un séminaire de méthodologie de la recherche va être mis en place. À Lyon 2, la plupart des Masters en droit incluent des enseignements de méthodologie de la recherche, certains à la fois en Master 1 et en Master 2 (2 à 7 heures en M1, 7 à 9 heures en M2), et les étudiants de Master 2 qui envisagent de faire une thèse sont invités à assister aux réunions enseignants-chercheurs / doctorants de l'Unité de recherche (*Transversales*).

Cet effort s'est traduit, deuxièmement, par une intégration accrue des étudiantes et étudiants, de niveau Master 2 essentiellement, dans la vie des Unités de recherche rattachées à l'ED 492 (par exemple, à l'Université J. Monnet, les étudiants de Master sont systématiquement conviés aux manifestations organisées par le CERCRIID, en fonction des matières enseignées dans leur master et de leur niveau, Master 1 ou Master 2) et dans la vie de l'École doctorale : réunions d'informations plus fréquentes, centralisées (à Lyon 3) mais aussi décentralisées à Lyon 2 et à l'Université J. Monnet ; organisation de « petits-déjeuners » conçus comme des moments de discussion et d'échanges ; possibilité pour les étudiantes et étudiants de niveau Master 2 de prendre part aux formations assurées par l'ED 492 (notamment, les *Rendez-vous Pro de l'ED* sont ouverts au public Master 2, précisément dans l'objectif de susciter des vocations et de montrer la diversité des débouchés professionnels liés au doctorat). Réciproquement, s'est accrue la possibilité offerte (dans la limite des contraintes propres à chaque parcours de Master) aux doctorantes et doctorants de suivre des cours de Master 2, lorsqu'ils sont jugés pertinents au regard de leur parcours doctoral. A Lyon 2 par exemple, les doctorants ont accès à des cours de Master 2 à condition d'en faire la demande spécifique à l'enseignant qui le dispense. Le même esprit d'association explique que les responsables des différents parcours de Masters des établissements impliqués sont informés des modalités et du calendrier de recrutement des contrats doctoraux, des conditions d'accès au doctorat (exigences académiques notamment). Leurs promotions sont invitées à la *Journée de l'ED* et à une réunion d'information destinées à expliquer ce que sont un projet doctoral (ses objectifs, ses modalités, ses modes de financement) et une école doctorale (en général, au mois de mars).

Cet effort s'est traduit, troisièmement, par l'investissement des collègues environnementalistes de l'UMR 5600 (plus spécialement, l'*Institut de droit de l'environnement*) au sein de l'Ecole Universitaire de Recherche (EUR) H<sub>2</sub>O (Ecole Universitaire de Recherche des Sciences de l'Eau et des Hydrosystèmes). Cette EUR, qui est née de la réponse à un AAP lancé par l'ANR en 2017 (EUR du Programme d'Investissements d'Avenir), bénéficie d'un financement sur dix ans. Elle est portée par l'Université Lyon 1, mais intègre une dimension SHS assez forte. A ce titre, plusieurs Masters dans lesquels des enseignants-chercheurs œuvrant dans le périmètre de l'ED 492 interviennent lui sont adossés, notamment le Master *Risque et Environnement* (master co-accrédité par cinq établissements du site, dont les Universités Lyon 2 et Lyon 3), dans son parcours *RISE* (Gouvernance des risques environnementaux), et le Master de Droit public de l'Université Lyon 2.

Enfin, le lien entre Masters et doctorat est également assuré par les associations d'étudiants de masters, dont les activités sont le plus souvent relayées par les Unités de recherche (auprès desquelles elles trouvent aussi des sources de financement, comme c'est le cas des associations des étudiants de master du Droit public fondamental et du Master Contrats, Construction, Propriétés Publiques, de Lyon 3, qui sont en lien avec l'EDPL).

Tout cela explique que, pour un très grand nombre d'entre elles, les inscriptions en doctorat concernent des diplômés des différents parcours de masters accrédités dans les trois établissements impliqués.

**4.** Conformément à la pratique ordinaire au sein des Facultés de droit, les projets doctoraux sont, assez souvent, mono-disciplinaires. On précisera ici que les systèmes de gestion SIGED et ADUM ne permettent pas de quantifier les nombres de thèses *interdisciplinaires*, qualification dont le contenu peut être variable : sujet de thèse interdisciplinaire ? encadrement par des co-directeurs relevant de sections CNU différentes ? (cf. Données DQT 1-4a et 1-4b). Pour déterminer autant que faire se peut les thèses pouvant être qualifiées

d'interdisciplinaires, on a eu recours (de façon non cumulative) à deux critères : soit, en cas de pluralité d'encadrants, les encadrants appartiennent à des sections CNU différentes ; soit, dans le cas où la thèse est dirigée par un seul encadrant ou par plusieurs appartenant à la même section, le sujet lui-même paraît impliquer une dimension interdisciplinaire. En application de ces critères, l'ED 492 compte un nombre limité de thèses pluri ou interdisciplinaires. Leur nombre est stable (entre 16 et 14 par an) et peut sembler faible, mais il reflète au fond la mono-disciplinarité de l'ED 492 et le fait qu'il est, en droit, assurément légitime et pertinent de travailler un objet de recherche purement *national*.

Cela étant dit, la formation doctorale de droit intègre évidemment des éléments de pluridisciplinarité et d'interdisciplinarité, dans sa finalité comme dans son contenu.

D'une part, le catalogue des formations assurées par le Service des études doctorales de la ComUE Lyon-Saint-Etienne, auquel les doctorantes et doctorants en droit ont évidemment accès, est fortement imprégné d'une dimension pluridisciplinaire, dans la mesure même où il s'adresse à toutes les doctorantes et tous les doctorants du site, indépendamment de leur discipline. D'autre part, l'ED 492 organise, au titre de son propre catalogue de formations, des formations interdisciplinaires, sous la forme de séminaires de recherche.

Le premier de ces séminaires, intitulé « Droit et économie » (12h / an), croise le droit et l'économie : parce que l'économie détermine les rapports entre les États, les entreprises et les individus, aucun juriste ne peut comprendre l'évolution des normes sans maîtriser le contexte économique et le contenu de la pensée économique orthodoxe qui domine les politiques occidentales. Le séminaire poursuit ainsi un triple objectif : faire comprendre les motifs de la prégnance de l'économie sur les politiques publiques et la production normative (ce qui inclut des aspects historiques et d'économie politique) ; tenter d'envisager l'interdisciplinarité entre sciences juridiques et économiques et les limites du dialogue entre les discours du (et sur le) droit et de (et sur) l'économie ; aborder une illustration concrète de l'interaction entre droit et économie à travers l'exemple de la théorie des jeux et du droit de la concurrence.

Le second séminaire, intitulé « Droit et sociologie » (12h / an), croise le droit et la sociologie. Il a lieu tous les deux ans et vise à familiariser les doctorantes et doctorants avec les outils de la sociologie du droit et des enquêtes de terrain : comment construire une enquête et des entretiens ? comment constituer et conserver une base de données dans des conditions scientifiquement éthiques et responsables ?

À ces deux séminaires s'est ajoutée, en 2024 et en partenariat avec l'association Yahad-In Unum, l'ERLJ (*Équipe de Recherche Louis Josserand*) et le CLHDPP (*Centre lyonnais d'histoire du droit et de la pensée politique*), une série de séminaires intitulée « Droit et crimes de masse », organisée et financée en partie par l'ED 492, impliquant des étudiants de niveau Master, des doctorants de l'ED 492 et des enseignants-chercheurs de l'ERLJ et du CLHDPP, en France et en Pologne, dans le but de mener une réflexion sur la prise en charge des crimes de masse par le droit. Pour 2025, des doctorants et enseignants-chercheurs d'autres Universités françaises (Poitiers, Clermont-Ferrand et Nanterre) et polonaises (Varsovie) sont appelés à se joindre au projet, dont la dimension interdisciplinaire (mêlant histoire, droit pénal, procédure pénale), interuniversitaire et internationale sera donc renforcée.

L'interdisciplinarité guide également l'organisation de la *Journée* de l'ED, puisque ses sessions annuelles sont construites par thématique (le thème est retenu en conseil, les représentants des doctorants étant invités à sonder les doctorantes et doctorants et à faire connaître leurs propositions) permettant de réunir des doctorants et collègues de disciplines et unités de recherche différentes. C'est l'occasion pour les collègues de découvrir des centres d'intérêt commun et de développer des collaborations.

Enfin, on pourrait évoquer une forme *atténuée* (ou *interne*) d'interdisciplinarité, consistant à faire dialoguer, dans le champ du droit (compris dans son extension la plus grande), les différentes disciplines juridiques et leurs acteurs. Tel est, par exemple, le cas du séminaire « Penser en juriste » (12h / an), qui vise à interroger la logique juridique et les modalités du raisonnement juridique aussi bien en droit public qu'en droit privé.

**5.** La formation doctorale intègre les enjeux de la transition écologique, qui irriguent la posture et les travaux de recherche des doctorants, en cohérence avec le Plan climat-biodiversité et transition écologique de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Les enjeux de la transition écologique sont évidemment au cœur des préoccupations de la formation doctorale en droit. La volonté de mieux comprendre l'impact écologique des activités de recherches (déplacements sur sites ; usage intensif des outils informatiques, etc. ...), pour tenter de mieux en maîtriser les conséquences, a conduit, dans un premier temps, à prendre la mesure d'un tel impact (au sens propre, c'est-à-dire en quantifiant cet impact, pour ensuite dessiner une trajectoire d'évolution). Grâce à l'expertise de doctorants et d'anciens docteurs de l'UMR 5600 (*Environnement, Ville et Société*, notamment de l'*Institut du droit de l'environnement*) et depuis 2023, la plupart des Unités de recherche Lyon 3 en charge de la formation doctorale de droit se sont engagées dans la voie de l'évaluation et du bilan écologique de leurs activités et de leurs modalités de fonctionnement, avec l'appui d'un stagiaire accueilli au sein de l'Unité et travaillant en lien avec le Service général de la transition écologique. Dans le cadre de cette démarche, elles ont été amenées à s'interroger sur les points suivants : quel est le bilan carbone de l'Unité de recherche ? quelles en sont les causes ? quelles politiques mettre en place pour l'améliorer ?

La réalisation de ce bilan carbone s'est évidemment faite selon un rythme et un calendrier qui dépend des établissements. Par exemple, les bilans carbone de l'EDPL (*Équipe de Droit public de Lyon*, Lyon 3) et du Cercrid (*CEntre de Recherches CRitiques sur le Droit*, Université J. Monnet) n'ont pas encore été réalisés. S'agissant du Cercrid, la raison en est que l'Université J. Monnet, comme celle de Lyon 2, a lancé le projet d'une évaluation

de l'impact environnemental des activités de recherches il y a quelques mois seulement. Toutefois, et en attendant la réalisation de ce bilan, la référente Cercrid pour les questions environnementales s'emploie à répondre aux problématiques rencontrées et aux interrogations posées par les membres de l'Unité, à propos notamment de l'usage des locaux et des déplacements. À Lyon 2, l'Unité de recherche *Transversale*, bien qu'elle ne se soit pas dotée d'une charte de développement durable, agit avec ses doctorantes et doctorants sur les différents leviers dont elle a la maîtrise : les doctorantes et doctorants disposent ainsi, dans les locaux mêmes de l'Unité, de tout ce qui permet d'éviter le recours à du matériel jetable ; certaines réunions entre enseignants-chercheurs et doctorants ont lieu en visioconférence plutôt qu'en présentiel ; pour les missions, le train est systématiquement préféré, sauf en cas d'impossibilité géographique, étant précisé que les missions longue distance sont traditionnellement peu nombreuses dans l'Unité et concernent surtout certaines soutenances de thèse ou coopérations internationales particulières (avec le Canada pour l'essentiel). Cette première étape réalisée, l'ED 492 a fait appel à l'École universitaire de la transition écologique, acteur majeur du site dans les domaines de la sensibilisation et de la formation en matière de transition écologique piloté par l'Université J. Moulin Lyon 3, pour mettre en place un module de formation doctorale « Transition écologique ». Ce module, dont le contenu est en voie de discussion / élaboration, constituera, avec la formation à l'intégrité scientifique, l'une des formations obligatoires en vue d'autoriser la soutenance. Il sera destiné à éclairer tous les acteurs de la formation doctorale, des doctorants aux encadrants, tant sur les enjeux contemporains liés à la transition écologique que sur les modalités d'action et tout particulièrement l'impact environnemental des activités de recherche (comment réaliser des études doctorales énergétiquement sobres ?). Cette collaboration s'inscrit dans le cadre de relations plus anciennes, puisque l'ED 492 a largement par le passé encouragé et favorisé la participation de ses doctorantes et doctorants aux manifestations scientifiques organisées par l'École universitaire de la transition écologique, notamment les *Journées de rencontre doctorale* (les dernières ayant eu lieu en mai 2024, ces journées interdisciplinaires étant ouvertes à tous les doctorants, pas seulement ceux de Lyon 3).

Ainsi, et d'une manière générale, les Unités de recherche sont-elles alertées sur la nécessité de prendre en compte le facteur environnemental dans la façon de conduire des recherches, et de réfléchir à la question des mobilités (des enseignants-chercheurs et des doctorants), notamment s'agissant de l'organisation des colloques. Avec l'ED 492, elles relaient les orientations des différentes universités impliquées, notamment l'existence de dispositifs spéciaux de soutien aux mobilités douces. L'ED 492 encourage en effet de la part des doctorants et dans le cadre des manifestations scientifiques qu'elle soutient le recours à des modes doux de transport. À titre d'exemple, les déplacements en train plutôt qu'en avion ont été privilégiés pour les prochains séminaires du groupe de travail « Droit et crimes de masse », qui se dérouleront en Pologne en avril 2025. Plus généralement, toutes les parties prenantes à la formation doctorale se conforment, dans la mesure du possible, aux schémas directeurs DDRSE des différentes universités impliquées et de la ComUE (vers lequel les doctorants peuvent se diriger via le lien mis en place sur le site de l'ED 492). Cette tendance est appelée à se renforcer dans l'avenir, spécialement dans les établissements ayant obtenu le label DD&RS, Développement durable et responsabilité sociétale).

**6.** Avec la contribution de ses partenaires, la formation doctorale inclut des animations et des manifestations scientifiques, professionnalisantes et de médiation scientifique.

Tout, dans le cadre de la formation doctorale de droit, est en effet conçu et réalisé d'une manière telle que les moyens humains et financiers mis à disposition des unités de recherche impliquées dans la formation doctorale et de l'ED 492 par les établissements co-accrédités (soit indirectement, via la ComUE Lyon-Saint-Etienne, soit directement) soient mis au service d'abord et avant tout des usagers eux-mêmes, c'est-à-dire des doctorantes et doctorants.

D'une part, l'accompagnement scientifique de proximité de l'activité de recherche doctorale se fait principalement dans les unités de recherche, via les directeurs et directrices de thèse, les personnels de la recherche et de l'accompagnement à la recherche. Un suivi de proximité est aussi assuré dans les unités de recherche grâce à la présence et à l'implication des représentants des doctorantes et doctorants, de la direction des unités de recherche.

D'autre part, et au titre des manifestations scientifiques et professionnalisantes, est organisée chaque année, en collaboration avec les trois Universités impliquées (en la présence des Présidents ou Vice-présidents recherche) et les Unités de recherche adossées à l'ED une *Journée de l'Ecole doctorale*, en général au printemps. Cette *Journée* se déroule en trois temps : bilan moral et financier de l'année écoulée (par la direction de l'ED) ; remise des diplômes de doctorat ; colloque, sur un thème commun choisi en conseil. Ce colloque, auquel participent des binômes enseignant-chercheur / doctorant de chacune des Unités de recherche, constitue à la fois une manifestation scientifique (par la nature des communications qui y sont présentées) et une véritable expérience professionnalisante de médiation scientifique, dans la mesure où il est conçu comme une formation / initiation à la présentation / diffusion devant un public varié des résultats d'une recherche.

Dans la même veine et la même logique (se préparer au métier d'enseignant-chercheur et à la diffusion des résultats de la recherche), l'ED 492 apporte son soutien financier aux manifestations scientifiques et / ou de médiation scientifique organisées par les associations de doctorants qui relèvent de son périmètre, par



exemples celles, chaque année, de l'ADPL (Association des doctorants en droit public de Lyon, qui regroupe les doctorants en droit public du site Lyon-St-Étienne) ou de l'ADELYPS (Association des doctorants lyonnais en droit privé et sciences criminelles). Elle apporte également son soutien financier aux manifestations scientifiques et / ou de médiation scientifique organisées par les Unités de recherche, lorsqu'elles incluent la participation active de doctorants.

En lien avec l'École des avocats Rhône Alpes (EDARA) et le Barreau, représentés au sein du conseil de l'ED, des formations au métier d'avocat ont été plusieurs fois organisées. Ces formations poursuivent un objectif évidemment professionnalisant. Le même objectif est aussi poursuivi à travers les *Rendez-vous Pro de l'ED*, qui mettent en relation les doctorantes et doctorants qui le souhaitent avec des professionnels du droit ayant obtenu leur doctorat sur le site.

Enfin, l'ED 492 communique à propos des actions de médiation scientifique organisées par le Service des études doctorales de la ComUE Lyon-Saint-Etienne, et elle encourage et soutient, par exemple, la participation de ses doctorantes et doctorants de l'ED Droit aux doctorants au concours *Ma thèse en 180 s*.

7. Dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir et de l>IDEX Lyon, la formation doctorale a pu bénéficier de financements accrus pour ses doctorantes et doctorants sollicitant une mobilité internationale. Pour l'avenir, la participation des Universités Lyon 3 et Lyon 2 à des AMI SHS, qui ouvre la porte à des recrutements doctoraux et post-doctoraux, bénéficiera sans doute à la formation doctorale de droit, dans la mesure où plusieurs des Unités de Recherche de son périmètre participent à ces programmes.

## **Référence 2 : La structuration de la formation doctorale est cohérente avec l'organisation de l'établissement et représente une valeur ajoutée pour ses partenariats.**

1. D'une manière générale, la formation doctorale de droit ambitionne de former à et par la recherche des enseignants-chercheurs en droit, mais aussi des professionnels hautement qualifiés, tous destinés à œuvrer pour la société et dans le monde socio-économique, à travers leurs activités professionnelles ou l'aide à la prise de décision publique et privée. Dans ce but, elle vise à l'acquisition de compétences de haut vol, en particulier transversales ; acquisition réfléchie et mise en œuvre en cohérence avec les établissements du site. À cette fin, elle s'inscrit dans une architecture claire, qui facilite son pilotage par l'ED 492, laquelle est placée en lien direct avec chacune des Directions de la Recherche et des Études doctorales des trois établissements impliqués (la même structuration en DRED, dotée d'un pôle « sous-direction des études doctorales », étant reproduite dans chacun des trois établissements), et plus particulièrement avec celle de l'Université Lyon 3, établissement porteur. La formation doctorale est donc assurée en coordination entre l'École doctorale, le Service des études doctorales de la ComUE Lyon Saint-Étienne, les Unités de recherche et les établissements impliqués, chacun jouant un rôle complémentaire (par exemple, les formations de spécialités sont assurées par l'ED et les établissements qui financent des professeurs invités ou donnent accès aux doctorants à des cours de leurs masters recherche).

2. La formation doctorale de droit a fait l'objet d'une co-accreditation, portée d'abord par une coordination territoriale (la ComUE Lyon-Saint-Etienne), puis, depuis l'abandon des projets de fusion institutionnelle des établissements du site, par les Universités habilitées à délivrer le doctorat en droit. Pour autant, et à la demande des différentes Écoles doctorales du site, il a été décidé que la ComUE Lyon-Saint-Etienne, désormais limitée à une mission générale de coordination, conserverait son Service des études doctorales.

Plus précisément, la formation doctorale de droit, pilotée par l'ED 492, relève de la responsabilité des Universités Lyon 2, Lyon 3 et J. Monnet. Parmi ces trois établissements, l'Université J. Moulin Lyon 3 joue un rôle particulier, dans la mesure où elle a été désignée « établissement porteur » (parce qu'elle réunit une partie importante des acteurs de la formation doctorale de droit, enseignants-chercheurs et doctorants). En conséquence, la direction de l'ED 492 participe aux réunions mensuelles organisées par la DRED Lyon 3 (en la présence des directions des Unités de recherche de l'établissement et des autres Écoles doctorales portées à titre principal par l'établissement), lors desquelles les questions liées à la politique de l'encadrement doctoral sont évoquées et débattues collectivement, afin de dégager des critères clairs et partagés et de bénéficier de retours d'expériences fructueux. Chaque année, le Directeur de l'École doctorale rend compte des activités de l'École devant la Commission Recherche de l'Université J. Moulin Lyon 3. Toutefois, les liens avec les deux autres Universités n'en sont pas moins importants et intenses. Des rendez-vous réguliers ont lieu, chaque année, entre la direction de l'École doctorale et les DRED des Universités Lyon 2 et J. Monnet. Dans le fonctionnement quotidien de l'École doctorale, la présence de « correspondants établissement » siégeant au sein du conseil de l'École garantit une communication efficace et fructueuse avec les vice-présidences et les DRED de ces deux Universités.

3. Conformément à la convention de co-accreditation qui lie les Universités Lumière Lyon 2, J. Moulin Lyon 3 et J. Monnet, et au règlement intérieur dont elle s'est dotée, l'ED 492 assure la coordination de la formation doctorale. En son sein, la formation doctorale de droit est conçue par le Conseil de l'École doctorale et mise en œuvre par son Directeur.



Le Directeur est nommé par le chef d'établissement de l'établissement co-accrédité porteur de l'ED 492 (Université J. Moulin Lyon 3), après avis du Conseil de l'ED 492, des Commissions de la Recherche des Conseils académiques des établissements co-accrédités et accord des chefs des autres établissements co-accrédités. Pour la mise en œuvre des actions de l'École doctorale, il est assisté d'un bureau, composé des correspondants établissement, plus spécialement chargés de s'assurer, dans leur établissement, de la bonne mise en œuvre de ces actions.

La composition du Conseil de l'ED, validée par les Commissions Recherche des trois établissements impliqués, obéit quant à elle aux conditions formulées par l'arrêté de mai 2016, révisé en 2022, et tend à assurer la meilleure représentativité possible des disciplines qui constituent le périmètre scientifique de l'ED. Conformément aux exigences réglementaires, le Conseil comporte 20 membres, dont : trois représentants des établissements (dont le Directeur), les directeurs et directrices des Unités de Recherche formant le périmètre scientifique de la formation doctorale de droit (à l'exception de l'UMR 5600), deux représentants des personnels administratifs (la responsable administrative de l'ED et la Directrice de la DRED Lyon 3), ainsi que quatre représentants élus des doctorants (deux pour Lyon 3, 1 pour Lyon 2 et 1 pour l'UJM, conformément à la démographie doctorale en droit) et quatre membres extérieurs (le Directeur de l'ED Droit de l'Université de Grenoble Alpes -le Directeur de l'ED 492 siégeant, réciproquement, au sein du conseil de l'ED Droit de l'UGA-, un professeur des universités et deux représentants du monde professionnel -l'un issu des juridictions locales, l'autre représentant le Barreau de Lyon).

Les représentants des doctorants sont élus respectivement dans leur établissement et leur implication dans le fonctionnement de l'ED mérite d'être souligné. Ils siègent dans la formation plénière du Conseil et prennent part aux votes relatifs à la détermination de la politique générale de l'ED. Ils jouent un rôle actif dans l'évolution du programme de formation et son évaluation des enseignements, et sont souvent force de proposition, en s'appuyant sur les enquêtes qu'ils réalisent auprès des doctorants, dont les résultats sont présentés en Conseil. L'ED met à leur disposition tous les moyens de communiquer efficacement avec l'ensemble des doctorants et docteurs du site (adresse mail générique permettant de les contacter facilement, affichage sur le site de l'ED, soutien logistique de l'ED pour la diffusion d'informations, etc. ...).

Quant aux personnalités extérieures, un soin tout particulier a été porté à leur choix, dans un double souci : d'une part, s'assurer au maximum de la possibilité de présence effective des membres extérieurs ; d'autre part, avoir le souci de l'insertion professionnelle de nos docteurs. A ainsi été nommée par exemple M<sup>e</sup> Bl. Thellier de Poncheville, qui, par sa double qualité d'enseignante-chercheuse et d'avocate, assure parfaitement le lien entre l'ED 492 et le Barreau de Lyon, qui chaque année accueille des docteurs de l'École doctorale.

Cette composition du Conseil de l'ED 492 permet d'impliquer tous les acteurs locaux de la formation doctorale en droit dans l'élaboration et la conduite des actions menées par l'ED 492 au titre de cette formation doctorale. Dans sa formation plénière, le Conseil valide la politique scientifique, les règles d'inscription des doctorants et les principes et le contenu du programme de formation. Il statue sur les demandes d'aides présentées tant par les doctorants que par les Unités de recherche. Dans sa formation restreinte, le Conseil émet un avis sur les demandes d'inscription en D1 présentées par les candidats excipant d'un diplôme étranger, d'un diplôme national mais n'ayant pas rédigé de véritable mémoire de recherches, d'un diplôme national mais n'ayant pas obtenu les notes minimales requises et enfin sur les demandes d'inscription qui lui sont renvoyées par le Bureau. Il se prononce également sur les demandes de césure et sélectionne les candidats aux contrats doctoraux. La politique de l'encadrement doctoral, telle qu'elle est définie dans le périmètre de la formation doctorale, répond donc à des critères clairs (accessibles à tous) et partagés, puisque déterminés collectivement.

**4.** S'agissant de la coordination de site, l'ED 492 est représentée par son directeur au sein du Collège doctoral de la ComUE Lyon-Saint-Etienne, qui se réunit de manière périodique à l'invitation de son coordinateur scientifique. En vue de répondre à des objectifs ambitieux et partagés par la communauté universitaire, les établissements fondateurs de la ComUE et habilités à délivrer le doctorat ont en effet choisi de maintenir la mutualisation d'une partie de la formation doctorale, sous la responsabilité du Service des études doctorales, qui s'est vu déléguer les missions transversales de coordination de la formation doctorale, en particulier : l'élaboration de la nouvelle charte du doctorat et du nouveau modèle de convention de formation ; le déploiement d'une offre de formations non disciplinaires ; la promotion du doctorat auprès des entreprises et à l'international ; les enquêtes de suivi de l'insertion professionnelle et l'accompagnement des doctorants et jeunes docteurs vers l'emploi post-doctorat. Les actions programmées par le Service des études doctorales viennent ainsi en appui et en complémentarité de celles des Écoles doctorales. Au sein de ce Service, le Collège doctoral, qui regroupe l'ensemble des directrices et directeurs d'Écoles doctorales du site, constitue le lieu privilégié de la réflexion sur l'articulation (qui relève davantage de la coordination que de la structuration scientifique ou pédagogique, conformément aux nouveaux statuts de la ComUE Lyon-Saint-Etienne) des missions respectives des Écoles doctorales en général et du Service des études doctorales de la ComUE Lyon-Saint-Etienne, selon un principe de subsidiarité. Il constitue également un lieu de discussion, d'échange et de partage particulièrement appréciable. La formation doctorale de droit, partie prenante de ce Collège, apporte ainsi une « valeur ajoutée » aux partenariats des établissements impliquées. Plus généralement, en accompagnant (notamment financièrement) des événements ou des programmes développés par les

établissements (par exemple, pour Lyon 2, les manifestations scientifiques avec Ottawa ; pour Lyon 3, l'Université d'été avec Sao Paulo dans le cadre du partenariat franco-brésilien PITES), la formation doctorale de droit constitue un atout important pour les établissements impliqués. De même, depuis l'arrêt de l'IDEX et la réduction de l'offre de formation de l'UdL, l'ED 492 a renforcé ses liens avec la Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Étienne, dont les trois établissements impliqués dans la formation doctorale sont tutelles, et qui constitue un lieu de formations et un moyen d'aides ponctuelles pour ses doctorants.

5. C'est donc dans le cadre de cette structuration que l'ED 492 assure seule la mise en œuvre immédiate de la formation doctorale de droit sur le site Lyon-St-Étienne. Elle opère à cette fin en étroite collaboration avec les Unités de recherche en droit disséminées sur le site, qui délimitent son périmètre et donc les directions siègent au sein du Conseil de l'École doctorale. Au-delà de ce périmètre, la formation doctorale de droit bénéficie également des liens tissés depuis plusieurs années par l'ED 492 avec l'ED 487 (Philosophie Histoire, Représentation et Création). Chaque année est ainsi organisée, conjointement par ces deux Écoles doctorales, la *Journée Droit-Philo*. Cette *Journée* consiste dans l'organisation d'un colloque thématique impliquant des doctorantes et doctorants des deux Écoles doctorales, sous la responsabilité scientifique d'enseignants-chercheurs juristes et philosophes. Elle est l'occasion pour eux à la fois de rédiger une communication scientifique et de s'entraîner à la prise de parole en public (de ce point de vue, elle a donc aussi une visée professionnalisante). Cette *Journée* annuelle s'inscrit dans le cadre d'une collaboration ancienne entre les Facultés de droit et de Philosophie de l'Université Lyon 3, collaboration qui a débouché sur la création d'une double Licence Droit-Philosophie et qui a permis la constitution du *Groupe de recherche en philosophie du droit de Lyon* (DroitPhil). Ce réseau de recherches, qui réunit des chercheurs travaillant en philosophie et en théorie du droit, est soutenu par les Unités de recherche en philosophie et en droit de l'Université J. Moulin Lyon 3. Il a vocation à faciliter les rencontres et collaborations dans ce domaine dans la région lyonnaise et au-delà, y compris au niveau doctoral.

Enfin, et en vue de répondre aux souhaits des doctorantes et doctorants du site de Saint-Etienne de bénéficier de formations organisées sur leur site, l'Université Jean Monnet a développé un catalogue spécifique de formations transversales accessibles aux juristes, relativement par exemple à : l'éthique de la recherche et l'intégrité scientifique, la recherche documentaire et la valorisation des travaux de recherche, la médiation et la communication scientifiques, les métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche, les *soft skills* et les compétences transverses, le Français Langue Etrangère, l'innovation et l'entrepreneuriat, l'aide à l'évolution professionnelle.

### **Référence 3 : La formation doctorale inclut une formation à et par la recherche, qui contribue à l'élaboration des travaux de recherche des doctorants.**

1. La politique de formation doctorale est discutée en Conseil de l'ED, en prenant en compte les formations doctorales organisées le cas échéant par les Unités de recherche (à titre d'exemple, les doctorants rattachés au CERCRIID sont invités à suivre le séminaire général du CERCRIID, dont la thématique est conçue en vis-à-vis des formations organisées par l'ED 492 elle-même) et par les DRED des Universités habilitées à délivrer le doctorat en droit (à titre d'exemple, l'Université J. Monnet propose des formations à l'ensemble des doctorants, en particulier pour maîtriser des outils méthodologiques et réfléchir à l'insertion professionnelle, cf. <https://www.univ-st-etienne.fr/fr/recherche/etudes-doctorales/formations-doctorales.html>), le suivi de ces formations étant comptabilisé au titre du « parcours formation ». Dans son volet disciplinaire (à l'exclusion, donc, des formations offertes par le Service des études doctorales de la ComUE Lyon-Saint-Etienne), pris en charge par l'ED 492 et les Unités de recherche qui lui sont rattachées, la formation doctorale de droit est construite en cohérence avec le périmètre scientifique de l'ED 492, École doctorale mono-disciplinaire réunissant les enseignants-chercheurs et doctorants du site relevant des sections 1 à 3 du C.N.U. En un sens, cette dimension mono-disciplinaire constitue un atout : la formation doctorale de droit, animée principalement par des enseignants-chercheurs appartenant aux Unités de recherche qui lui sont rattachées, est pensée par des juristes et pour des juristes, de sorte qu'elle garantit assez facilement l'acquisition des différentes compétences nécessaires à l'élaboration du projet de recherche de doctorants juristes.

2. Les formations doctorales organisées par l'ED 492 sont assurées par des enseignants-chercheurs appartenant aux Unités de recherches des trois établissements impliqués. La plupart interviennent d'ailleurs de manière récurrente, du moins lorsqu'ils assurent une formation d'un volume horaire de 12h. Depuis 2024 et la prise en charge administrative du budget de l'ED 492 par la DRED Lyon 3, les heures de formation sont désormais « maquettées ». Elles sont payées sous forme de « vacations enseignements », mais peuvent aussi être intégrées au service statutaire des collègues, sur décision du chef d'établissement. Cette forme de valorisation des formations dispensées pour le compte de l'ED 492 a notamment conduit des collègues à accepter de monter de véritables « cours de doctorat », dans la tradition des cours de 3<sup>ème</sup> cycle qui existaient dans les grandes

Facultés de droit dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Plus généralement, et si l'on prend l'expression « formation doctorale » dans son sens le plus large, incluant toutes les actions destinées aux doctorantes et doctorants (en incluant, par exemple, la participation aux *Journées de l'ED*, aux CSI, mais à l'exclusion du travail d'encadrement de thèse), ce sont près de quatre-vingt collègues qui sont, chaque année, mobilisés.

**3.** La formation à la recherche inclut une formation à l'éthique de la recherche, à l'intégrité scientifique et à la déontologie, qui irrigue la posture et les travaux de recherche des doctorants. Depuis plusieurs années en effet, l'ED 492 a choisi de rendre obligatoire, dans le parcours de formation doctorale de chaque doctorante et doctorant, le suivi et la validation d'un module de formation à l'éthique de la recherche et à l'intégrité scientifique. Si chacun doit rester libre de construire son parcours de formation comme il l'entend, via la convention de formation déposée dans ADUM, il a en effet semblé que les enjeux liés à ces thématiques étaient trop importants pour ne pas faire l'objet d'une formation obligatoire (ce qui sera également le cas à partir de 2025 pour le module « Transition écologique »).

En conséquence, l'ED 492, chaque année, indique aux doctorantes et doctorants les modules de formation à l'éthique et à l'intégrité scientifique qu'ils ou elles peuvent suivre, qu'il s'agisse du MOOC créé par la ComUE Lyon-Saint-Etienne (accessible par sessions ouvertes plusieurs fois par an, il se compose d'une formation à l'éthique de la recherche de 25 heures et d'une formation à l'intégrité scientifique de 15 heures), ou d'autres modules, dès lors qu'ils sont accessibles à distance. Lorsque le doctorant n'a pas choisi le MOOC élaboré par la ComUE Lyon-Saint-Etienne, le contenu et les modalités de validation du module effectivement suivi doivent être indiqués à la direction de l'ED qui, au vu des renseignements ainsi fournis, accepte ou non de valider la formation. Le caractère obligatoire de cette formation à l'éthique de la recherche est rappelé, en cas de besoin, par le CSI lors de son entretien annuel avec le doctorant, et le suivi d'une telle formation fait partie des critères sur lesquels la direction de l'ED 492 s'appuie pour formuler son avis sur l'autorisation de soutenance. Quant à la prestation de serment, et conformément à l'arrêté de 2016 révisé en 2022, elle a lieu à l'issue de la soutenance, selon des modalités définies par chacune des Universités habilitées à délivrer le doctorat en droit, dans la mesure où, sur le site de Lyon Saint-Étienne, l'organisation matérielle et administrative des soutenances relève des établissements et non pas de l'ED 492. Cette question du serment est également traitée dans la Charte du doctorat, commune à l'ensemble des établissements composant la ComUE Lyon Saint-Étienne, que les doctorants ont à signer pour pouvoir s'inscrire.

**4.** La formation doctorale ne se réduit pas aux formations assurées par l'École doctorale. Elle doit également s'appuyer sur la participation des doctorantes et doctorants, pendant et après la thèse, aux activités et à la production scientifiques de l'Unité de recherche à laquelle ils sont rattachés. Les doctorants sont membres de droit de leur unité de recherche et plusieurs des unités maintiennent ce statut après la soutenance, permettant ainsi aux jeunes docteurs de bénéficier d'un accueil au sein de leur Unité le temps de leur insertion professionnelle post-doctorale (qualification CNU, recherche de postes, contrats de recherche précaires), dans un contexte marqué par la détérioration des conditions d'entrée dans l'enseignement supérieur et la recherche. Sur la période de référence, les unités de recherche œuvrant dans le cadre de la formation doctorale de droit ont d'ailleurs veillé à maintenir ou renforcer la qualité de l'accueil de leurs doctorantes et doctorants. La diversité de configuration des unités de recherche impliquées ne permet pas de dresser un inventaire exhaustif de leurs actions respectives, variables notamment selon la surface des lieux mis à leur disposition par les établissements de tutelle, mais il est possible d'en signaler quelques-unes, prenant en compte les propositions formulées par les représentants des doctorants siégeant dans les conseils des unités : organisation d'une réunion de rentrée, meilleure affectation de l'espace de travail et des équipements, allocation de moyens financiers, organisation de séminaires spécifiques aux doctorants, etc. ...

En outre, la formation doctorale étant conçue comme une formation à la recherche par la recherche, l'ED 492 encourage la participation de ses doctorantes et doctorants aux activités spécifiques développées dans chacune des Unités de recherche de son périmètre. Elle valorise cette participation en octroyant aux doctorantes et doctorants des « crédits formation » pour leur participation à ces manifestations scientifiques, et en finançant, via les aides doctorales décidées en conseil, les manifestations scientifiques conçues et organisées par les associations de doctorantes et de doctorants du site. Chaque année, l'ED 492 octroie ainsi aux associations de doctorants des aides d'un montant compris entre 1 000 et 1 500 € (en moyenne et par association). Dans la même logique, l'ED 492 finance en partie (4 500 € en moyenne et par an, si l'on ne tient pas compte de l'année 2020, marquée par la pandémie) les activités scientifiques (colloques, journées d'études, etc. ...) organisées par ses Unités de recherche, dès lorsqu'elles impliquent activement un nombre significatif de doctorants.

Quant aux Unités de recherche, elles invitent systématiquement les doctorantes et doctorants aux séminaires et colloques qu'elles organisent. Elles les associent aux projets collectifs qu'elles élaborent (contrats, projets IERDJ par exemple) et elles soutiennent également les initiatives propres aux doctorantes et doctorants, par exemple en finançant des séminaires doctoraux mono ou pluridisciplinaires organisés par leurs doctorants, spécialement lorsqu'ils sont susceptibles de déboucher sur des montages de projet du type « labo junior » (pour un exemple, voir : <https://cercriid.univ-st-etienne.fr/fr/tout-l-agenda/actualites-2023-2024/toutes-les-actualites-2023-2024/table-ronde-interdisciplinarite.html>). Dans la plupart des Unités de recherche, les doctorantes et doctorants sont régulièrement invités à proposer chaque année des thèmes de conférence ou des souhaits d'invitation de collègues. Lorsque les Unités de recherche n'assurent pas à proprement parler des « formations »,

elles organisent, à tout le moins, des réunions périodiques mêlant enseignants-chercheurs et doctorants, dans le but de permettre aux doctorants de présenter leurs travaux s'ils le souhaitent, d'approfondir leur méthodologie de la recherche et d'être accompagnés dans leur travail doctoral et la maturation de leurs choix d'avenir. Dans certaines Unités de recherches, ces réunions ont aussi vocation à permettre aux nouveaux enseignants-chercheurs de présenter leurs recherches en cours et d'interagir très rapidement avec les doctorants, comme c'est le cas par exemple à *Transversales*.

Ainsi, la production scientifique des doctorants est valorisée à travers le programme de formation, sous la forme de « crédits formation », ou par la participation à la *Journée de l'ED*, conçue comme une première présentation avant soumission en colloque ou revue.

**5.** Les doctorantes et doctorants bénéficient des ressources documentaires, physiques et en ligne, de leur établissement d'inscription et/ou de la bibliothèque de leur unité de recherche (à Lyon 3, ces bibliothèques ont en général le statut de « bibliothèques associées » à la BU Droit et sont donc ouvertes à tous les doctorants). Pour faciliter l'accès de ses doctorantes et doctorants aux ressources documentaires, l'ED 492 prend en charge les frais liés au Prêt Entre Bibliothèques, pour un montant évidemment variable d'une année sur l'autre, donc difficilement prévisible au moment d'élaborer le budget de l'École doctorale, mais qui oscille en moyenne entre 2 000 et 3 000 euros.

Les doctorants de Lyon 3 peuvent également bénéficier d'un accès au « salon chercheurs » de la BU leur permettant de disposer d'un espace de travail individuel réservable sur plusieurs jours où ils peuvent entreposer une partie de leur matériel et de leur documentation de recherche. Plusieurs des établissements impliqués dans la formation doctorale proposent des formations aux recherches documentaires, aux logiciels de références bibliographiques telles que Zotero et Mendeley. Ces formations peuvent être individuelles (sur demande ou rendez-vous) ou s'appuyer sur des dispositifs collectifs, comme « Isidoc't » proposés en commun par les services de documentation des établissements tutelles. Plus précisément, l'ED 492 organise chaque année, en lien avec les services de documentation des établissements impliqués (Bibliothèques universitaires Lyon 2, Lyon 3 et Diderot), une formation « IsiDOCT », qui comporte deux parties. La première est consacrée aux « outils documentaires ». Elle ambitionne d'expliquer aux doctorants comment cartographier les sources d'informations (par exemple, identifier les différents types de réservoirs d'informations et apprendre à se positionner dans l'environnement de l'IST), à les sensibiliser à la veille documentaire (connaître les principes, le processus et la méthodologie de la veille documentaire, identifier des outils de veille et leurs principales fonctionnalités), et, enfin, à leur apprendre à gérer une bibliographie via Zotero. La seconde est consacrée à l'environnement de la recherche. Le volet « Environnement de la recherche » inclut dans la formation « IsiDOCT » vise : à faire découvrir la science ouverte (quelles ont été les principales étapes du développement historique de la science ouverte ? quels sont les principaux enjeux économiques et scientifiques de la science ouverte ?) ; à sensibiliser au droit d'auteur (du doctorant au chercheur-auteur) en rappelant les grands principes du droit français de la propriété intellectuelle et en soulignant l'intérêt des licences Creative Commons ; et à apprendre à gérer ses données et publier ses travaux en contexte de science ouverte (modalités et enjeux de la publication scientifique ; gestion des données de la recherche ; initiation aux archives ouvertes ; gestion de son identité numérique).

La formation doctorale de droit s'inscrit dans une perspective de science ouverte déclinée localement au sein des feuilles de route associées à chacune des chartes pour la science ouverte des universités Lyon 3 (2020, révisée en 2024), Lyon 2 (2022) et J. Monnet. Une action de sensibilisation aux enjeux de la science ouverte est menée par les bibliothèques universitaires Lyon 2 et Lyon 3 via la formation « Isidoc't ». La rentrée des D1 est également l'occasion de rappeler, chaque année, les enjeux de la science ouverte et d'inciter les futurs docteurs à autoriser la diffusion de leur thèse. À Lyon 3, d'autres dispositifs ont été déployés, notamment les *Cafés doctorants*, coorganisés par la DRED, qui offrent un temps d'échange informel autour des enjeux et pratiques de mise en œuvre de la science ouverte dans les travaux doctoraux (modalités légales et réglementaires, de dépôts et de diffusion des thèses soutenues) et de réflexions sur les bonnes pratiques et précautions nécessaires en matière de publication en accès ouvert et de dépôt dans HAL (citation, droit des images, embargo, confidentialité). Plus généralement, la thématique « science ouverte » est intégrée dans les politiques des établissements, qui informent les enseignants-chercheurs rattachés aux écoles doctorales sur ces questions, par exemple lors du *Séminaire de recherche hors les murs* organisé chaque année par la DRED Lyon 2 et lors des journées de formation à destination des encadrants et membres de CSI organisées par la DRED Lyon 3 en coordination avec l'ED Droit et l'ED SEG.

Bien que, sur le site Lyon Saint-Étienne, la politique de science ouverte relève ainsi davantage des Directions des Études Doctorales et de la Recherche que des écoles doctorales, l'ED 492, pour ce qui la concerne, entend également favoriser la pratique de l'open access. Par exemple, les établissements co-accrédités et l'ED 492 s'engagent à ce que les thèses transitent par l'application STAR, développée par l'Agence Bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES) pour être signalées dans le catalogue collectif français des bibliothèques et centres de documentation de l'enseignement supérieur et de la recherche (SUDOC), être dotées d'un identifiant permanent et bénéficier d'un archivage pérenne au centre informatique national de l'enseignement supérieur (CINES). La plupart des thèses (entre 28 et 30 selon les années) font l'objet d'un dépôt légal et sont

accessibles sur [these.fr](http://these.fr), l'intranet des bibliothèques et via Soduc. Le dépôt légal constitue donc une pratique ancrée au sein de la formation doctorale de droit. Le nombre de dépôts en archives ouvertes est cependant moins important (en moyenne, 10 thèses par an, soit 1/3 à peu près des thèses soutenues), en dépit des recommandations des bibliothèques et de l'ED 492, ce qui s'explique sans doute par l'habitude et la possibilité souvent offerte en droit de publier sa thèse chez un éditeur juridique.

Dans le respect évidemment de la réglementation relative au droit d'auteur, l'ED 492 encourage la mise en ligne des productions scientifiques de ses doctorantes et doctorants par l'octroi de « crédits formation » spécifiques. Ces « crédits formation » sont notamment attribués en cas de publication de travaux de recherche par les doctorants dans les revues en ligne hébergées par les Unités de recherche rattachées à l'École doctorale, notamment les *Cahiers Louis Josserand* (édités par le Centre lyonnais d'histoire du droit en partenariat avec la plateforme nationale Lexbase ; fréquence de parution bi-annuelle) et la revue ALYODA (revue de jurisprudence gratuite et en ligne ; fréquence de parution : 3 numéros par an ; hébergement depuis juin 2022 sur la plateforme de revues scientifiques en accès ouvert Prairial).

Enfin, avec la collaboration du CRDMS, un module de formation à l'enquête de terrain et à la gestion des données est en cours d'élaboration (en réponse à une demande exprimée par les doctorants via les enquêtes réalisées par leurs représentants) et sera ouvert aux doctorants à partir du second semestre 2025 (comment élaborer un questionnaire / entretien ? pourquoi gérer les données de la recherche ? comment mettre sur pied un Plan de gestion des données ?). Ce module de formation viendra compléter le cycle de formation « Données SHS : réglementation (RGPD) et plan de gestion (DMP) », coordonné par la MSH Lyon-Saint-Étienne et que nos doctorantes et doctorants sont incités à suivre, dont l'objectif est précisément de leur permettre de mieux appréhender le « cycle de vie » des données et de les inviter à s'interroger sur les méthodes et bonnes pratiques de gestion de données de la recherche tout au long des étapes de leur travail doctoral.

#### **Référence 4 : La formation doctorale s'appuie sur une politique de professionnalisation dans une perspective de valorisation du doctorat.**

Les besoins sociaux, économiques et culturels du site sont pris en compte par les Unités de recherche qui participent à la formation doctorale de droit. Elles incluent dans leurs axes de recherches, avec les conséquences que de tels choix induisent sur leur politique de sélection des candidatures au doctorat, les thématiques qui permettent de les faire interagir avec les acteurs institutionnels et économiques locaux et donc de valoriser auprès d'eux le doctorat en droit pour mieux diversifier les débouchés professionnels des doctorantes et doctorants. Dans certaines de ces Unités de recherche (par exemple, le CRDMS, Centre de Recherche en Droit et Management des Services de Santé), les doctorantes et doctorants sont majoritairement issus du monde professionnel.

Quant à l'ED 492, elle est, d'une part, particulièrement soucieuse de ses connexions avec le monde professionnel du droit, raison pour laquelle elle choisit, au titre des personnalités extérieures qui siègent dans son Conseil, des représentants des professions juridiques et judiciaires, notamment des représentants du Barreau et de l'École régionale de formation à la profession d'avocats (profession qu'embrassent nombre de ses docteurs), qui participent ainsi activement à la conception de la politique doctorale et à la réflexion sur le contenu des formations doctorales délivrées par l'ED 492. Grâce à ces connexions, l'ED est en outre en mesure de diffuser régulièrement sur son site des offres de stages ou d'emploi spécialement destinées à des doctorants ou des docteurs.

D'autre part, l'ED 492 entend favoriser la professionnalisation du doctorat et l'insertion professionnelle de ses docteurs au moyen de ses formations doctorales. Chaque année sont organisées des formations doctorales d'initiation aux métiers de la recherche (CNRS) et de l'enseignement et de la recherche, dont l'objectif est non seulement de familiariser les doctorantes et doctorants avec le contenu même de ces professions, mais aussi de les éclairer sur les modalités d'accès à ces professions (présentation des concours d'accès ; entretiens avec des membres des différentes sections juridiques du CNU). De même, sont organisées chaque année, par discipline (Droit privé, Droit public, Histoire du droit), des formations à l'enseignement, spécialement destinées aux doctorantes et doctorants ayant charge d'enseignements (méthodologie des principaux types d'exercices ; prise de parole en public, etc. ...), étant entendu que la plupart des doctorantes et doctorants de l'ED 492 assument une charge d'enseignements. Les autorisations de cumul, lorsqu'elles sont nécessaires, font l'objet d'un avis de la direction de thèse, de la direction de l'Unité de recherche de rattachement et de la direction de l'ED 492.

À tout cela s'ajoute, depuis 2024, un nouveau module de formation intitulé *Les Rendez-vous Pro de l'ED*, destiné à mettre en contact, à l'occasion de petits-déjeuners organisés par l'ED 492 à intervalles réguliers (tous les six mois), les doctorantes et doctorants qui le souhaitent avec un docteur en droit ayant fait le choix d'embrasser une carrière dans le monde non-académique, avec pour objectif de montrer comment valoriser son doctorat, son expérience de la recherche et ses compétences, et de nouer des contacts avec des professionnels (ces *Rendez-vous Pro de l'ED* ayant été précisément conçus dans la perspective de la création / animation d'un réseau d'alumnis). Compte tenu du vif succès rencontré par la première édition des *Rendez-vous Pro*, un prochain *Rendez-vous* aura lieu le 18 juin 2025. Il permettra aux doctorantes et doctorants de l'ED 492



d'échanger avec l'adjoint au Chef du Département patrimoine thermique et nucléaire (PFA – DTEAM – DPNT) d'EDF, ancien doctorant de l'Équipe de Droit public de Lyon.

Enfin, l'ED 492 fait bénéficier ses doctorants de certains partenariats à visée professionnalisante.

D'une part, elle informe ses doctorants des potentialités offertes par le Centre d'Entrepreneuriat Lyon Saint-Etienne, plus connu sous la dénomination *PEPITE* (Pôle étudiant pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat, membre du réseau *PEPITE France*), de la ComUE Lyon-Saint-Etienne, dont la mission est précisément de sensibiliser à l'esprit d'entreprendre, de former aux compétences clés d'un entrepreneur et d'accompagner de la création de l'idée, jusqu'au développement du projet. Le lien pour se diriger vers le site du Centre est disponible sur le site de l'ED. 492, dans la rubrique *Formation*, sous l'intitulé : *Envie d'entreprendre ?* D'autre part, l'identité disciplinaire de l'ED 492 explique l'appartenance et la participation active de l'ED 492 à la *Conférence des directeurs(trices) d'écoles doctorales délivrant le doctorat en droit* (association Loi 1901, dont les statuts ont été déposés à la préfecture du Rhône), dont la présidence est, à ce jour, exercée par le Directeur de l'ED 492, et qui a pour objectif de favoriser les échanges entre les écoles doctorales juridiques et faire émerger une réflexion commune. En tant que Président de cette *Conférence*, le Directeur de l'ED 492 était membre du *Conseil national du droit*, autorité administrative indépendante, jusqu'à sa suppression. Il siège désormais au conseil d'administration de la *Conférence nationale du droit*, qui constitue, comme ses statuts l'indiquent, « un espace de libre dialogue interprofessionnel » au sein duquel les représentations des professions juridiques et du monde académique se réunissent en vue de formuler une réflexion et des propositions sur l'enseignement du droit et la recherche juridique, sur « la formation et l'emploi des juristes, sur les modalités d'accès aux professions juridiques, judiciaires et administratives, ainsi que sur les relations de ces professions entre elles et avec les établissements qui dispensent un enseignement ou une formation en droit ».

La formation doctorale pilotée par l'ED 492 prend donc en compte les besoins sociaux, économiques et culturels du territoire, elle associe pleinement ses partenaires professionnels *naturels*, et contribue autant qu'elle le peut à la préparation de la poursuite de carrière de ses doctorantes et doctorants. Fait révélateur : le nombre de doctorants participant à des formations de professionnalisation a presque doublé sur la période, en raison à la fois du nombre croissant de formations offertes et de l'intérêt qu'elles suscitent chez des doctorants conscients de la réalité des perspectives d'emploi dans le monde académique.

En outre, l'ED 492 valorise les compétences acquises par ses doctorants, notamment via son site internet et ses réseaux sociaux, sur lesquels elle communique à propos des prix et distinctions reçus par les doctorants et docteurs. Les établissements impliqués et la ComUE Lyon Saint-Etienne mettent également à l'honneur leur docteurs via des cérémonies de remise des diplômes (Lyon 2) et de prix de thèse. Lors de sa *Journée annuelle*, l'ED 492 organise également une cérémonie de remise des diplômes.

## Référence 5 : La formation doctorale est ouverte à l'international.

L'internationalisation du doctorat constitue l'un des axes importants de la politique doctorale conduite par les établissements du site. Elle a pour objectif de développer la capacité des doctorantes et doctorants à exercer dans un environnement multiculturel et international. D'ailleurs, et malgré la diminution du nombre d'inscriptions en D1 constatée ces deux dernières années, le nombre de doctorantes et doctorants internationaux (dont le diplôme qui a permis l'accès au doctorat a été obtenu à l'étranger) reste, quant à lui, plutôt stable (pour s'élever à 24, cf. ligne 50 du DAE 32), de même que le nombre de thèses en co-tutelle (l'ED 492 a toujours pratiqué une politique d'incitation aux cotutelles, lorsqu'évidemment les thématiques de recherche choisies par les doctorantes et doctorants le justifient, et, le plus souvent, ces cotutelles s'inscrivent dans le cadre de collaborations déjà existantes entre des Unités de recherche ou les établissements concernés rattachés à l'ED 492 et des partenaires étrangers, ou sont conçues précisément pour initier de tels partenariats). On remarquera également que la présence de collègues étrangers dans les jurys de thèse traduit, à sa manière, l'internationalisation des activités de recherche des doctorantes et doctorants en droit.

S'agissant des doctorants internationaux, l'ED 492 a mis en place une procédure d'admission spécifique, incluant un examen systématique des candidatures par le conseil, afin de vérifier l'aptitude à la recherche des candidats et leur capacité à s'insérer dans leur unité de recherche de rattachement. Enfin, dans le cadre de conventions d'accueil (élaborées par les DRED des établissements concernés), l'ED 492 accueille, en concertation avec l'unité de recherche sollicitée, des doctorants étrangers pour des séjours ponctuels de recherche.

En lien avec le service des études doctorales de la ComUE Lyon-Saint-Etienne, l'ED 492 a à cœur d'assurer, s'agissant de la mobilité entrante, un accueil efficace et professionnel, personnalisé, en conformité notamment avec les standards HRS4R. Elle coopère pleinement avec l'espace Ulys, qui constitue le centre EURAXESS de la ComUE Lyon-Saint-Etienne et qui assure auprès des candidats étrangers un service d'accueil qui leur est

spécifiquement dédié, en vue notamment de faciliter leur mobilité (informations relatives aux principales démarches à effectuer : formalités migratoires et administratives, logement, santé et intégration).

Plus généralement, la formation doctorale de droit s'inscrit pleinement dans le cadre de l'interdisciplinarité et de l'internationalisation en bénéficiant des actions de certains programmes du site Lyon Saint-Étienne, dans lesquels certaines de ses Unités de recherche sont impliquées, comme par exemple le programme *Ability*. Ce projet, lauréat de l'AAP *Accélération des Stratégies de Développement des établissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche*, vise en effet à aider les établissements d'enseignement supérieur et de recherche à accroître leurs ressources financières pour assister les collègues et les Unités de recherche dans leurs actions de réponse à des appels à projets nationaux, européens et internationaux. Il s'inscrit dans les objectifs France 2030.

Au-delà des cas individuels, l'ED 492 soutient financièrement l'Ecole internationale d'innovation juridique, dont des sessions sont organisées avec l'Université d'Ottawa. Ces sessions, outre les échanges scientifiques dont elles sont l'occasion, permettent aux doctorants impliqués de développer leur formation doctorale, via une réflexion méthodologique poussée. La première session (consacrée à « La recherche en droit ») a eu lieu en mai 2023, la prochaine (consacrée à « L'enseignement en droit ») aura lieu en 2025 (l'organisation de cette deuxième session bénéficie notamment, outre le soutien de l'ED 492, de financements Erasmus, et mobilisera six doctorants à Ottawa du 2 au 6 juin 2025 ; par ailleurs, au Cericid Lyon 2, des financements doctoraux ont été pu être octroyés déjà dans le cadre de cette collaboration pour financer de la mobilité).

De même, l'ED 492 soutient financièrement l'organisation, depuis plusieurs années désormais (mais avec une interruption consécutive à la pandémie), d'un séminaire doctoral franco-brésilien en lien avec l'Université de São Paulo. Ce séminaire, historiquement dédié aux doctorants et collègues publicistes, s'est progressivement ouvert aux autres spécialités. Pendant une semaine, près d'une trentaine de doctorants et collègues des deux pays se rencontrent et échangent autour d'ateliers ou de formations.

S'agissant, toujours, des actions collectives, l'ED 492 a, pendant trois ans, pris part au *Réseau transatlantique de réflexion épistémologique* formé par l'Ecole doctorale de droit de Sciences Po Paris, le programme doctoral de l'Université de Sherbrooke et l'ED 492. Ce réseau, qui mêlait enseignants-chercheurs et doctorants intéressés par les questions méthodologiques, essentiellement en lien avec la problématique de la comparaison des droits, a été l'occasion d'échanges fructueux pour les doctorants impliqués.

Enfin, l'ED 492 profite de la présence des Professeurs invités (les Facultés de droit des trois établissements impliqués ayant des supports spécifiquement dédiés à l'accueil de collègues étrangers) pour organiser des conférences portant soit sur un sujet d'actualité dans le système juridique dont le collègue est issu, soit un des aspects des recherches développées par ces collègues invités, ce qui est l'occasion de confronter les doctorants à des systèmes juridiques et des systèmes de pensée différents.

## DOMAINE 2 : LES DISPOSITIFS DE FORMATION, D'ACCUEIL ET D'ENCADREMENT DES DOCTORANTS

### Référence 6 : La formation doctorale définit les compétences visées et met en œuvre les contenus et les méthodes de formation adaptés pour développer et valoriser les compétences des doctorants.

1. La réflexion sur le contenu et les méthodes de formation a été conduite avec pour objectif de développer et valoriser les compétences des doctorants. Elle a donc été accompagnée d'une réflexion sur l'identification de ces compétences, à la fois celles qu'un doctorat est censé faire acquérir et celles dont un doctorat en droit est la preuve. Cette réflexion a abouti à l'élaboration d'un référentiel de compétences, dont le projet avait été initié par la Direction de l'ED 492 au sein du Conseil national du droit (cette autorité administrative indépendante, qui réunissait les représentants de la plupart des métiers et professions du droit, était le cadre idéal pour conduire une réflexion sur les attendus professionnels du doctorat en droit), et dont la version définitive, qui tient compte des éléments détaillés dans la Fiche RNCP31433, a été adoptée en Conseil de l'École doctorale.

Ce référentiel a été établi sur un postulat : le doctorat se distingue par la rédaction d'un travail de recherche original, c'est-à-dire innovant et inédit, raison pour laquelle l'ED 492 et les Unités de recherche de son périmètre valorisent la publication des résultats de recherche de leurs doctorantes et doctorants, en leur offrant des espaces de publication et en octroyant des crédits « formation ». Plus généralement, le doctorat en droit atteste le déploiement d'une activité de recherche de haut niveau et l'acquisition d'une expertise juridique forte et ciblée. Mais il se caractérise aussi par les compétences stratégiques et les capacités transversales qu'il permet d'acquérir.

C'est donc en vue de l'acquisition de toutes ces compétences et aptitudes que la formation doctorale de droit a été conçue sur le site Lyon Saint-Étienne, en privilégiant une approche par compétences. L'offre de formation doctorale en droit se décline soit sous la forme de séminaires / cours doctoraux (d'un volume horaire annuel de



12 heures, ouvrant droit à 15 « crédits formation »), soit sous la forme de modules davantage professionnalisants, de 3 à 6 heures. On ne citera ici que les formations récurrentes.

**2.** Au Bloc 1 de la Fiche RNCP 31433 correspondent les séminaires et cours doctoraux (12h) suivants :

- *Les sources du droit*
- *Penser en juriste* (création 2024)
- *Droit et économie*
- *Droit et sociologie*

Ces séminaires et cours doctoraux sont en effet destinés à permettre l'acquisition des compétences suivantes : développer une expertise scientifique relativement à un domaine de recherche et de travail déterminé ; être capable d'identifier et de résoudre des problèmes complexes, des ruptures conceptuelles ; être en mesure d'apporter de l'innovation scientifique en s'adaptant au contexte dans lequel on évolue.

**3.** Au Bloc 2 de la Fiche RNCP 31433 correspondent les formations suivantes :

- *Méthodologie de la recherche* (qu'est-ce qu'un travail de recherche en droit ? à quelle(s) méthode(s) recourir ? quelles règles formelles et de structure respecter ?)
- *Formation à l'éthique de la recherche et à l'intégrité scientifique*

Ces modules de formation sont en effet destinés à permettre l'acquisition des compétences suivantes : savoir mettre en œuvre une démarche de recherche et développement, d'études et prospective, c'est-à-dire, être en mesure d'implémenter les méthodes et les outils de la recherche en lien avec l'innovation, de garantir la validité de ses travaux de recherche au regard des règles déontologiques en vigueur dans le contexte, et savoir gérer les contraintes temporelles inhérentes aux activités de recherches et travailler en autonomie.

**4.** Au Bloc 3 de la Fiche RNCP 31433 correspond la formation suivante :

- *Sensibilisation aux enjeux sociétaux et à la science ouverte (IsiDOCT)*

Ce module de formation, axé sur la thématique *valorisation et transfert des résultats d'une démarche R & D, d'études et prospective*, est en effet destiné à permettre l'acquisition des compétences suivantes : savoir gérer les problématiques de transfert à des fins d'exploitation et valorisation des résultats ou des produits dans des secteurs économiques ou sociaux, respecter les règles de propriété intellectuelle ou industrielle, ainsi que les principes de déontologie et d'éthique qui permettent d'appréhender l'impact des travaux de recherche sur la collectivité ; apprendre à mettre en œuvre l'ensemble des dispositifs de publication permettant de valoriser les savoirs et connaissances nouvelles dans le cadre des techniques de communication de données en open data.

**5.** Au Bloc 5 de la Fiche RNCP 31433 correspondent les formations suivantes :

- *Méthodologie de l'enseignement du droit privé*
- *Méthodologie de l'enseignement du droit public*
- *Méthodologie de l'enseignement de l'histoire du droit*

Ces modules, disciplinaires, ont pour objectif de former les doctorantes et doctorants au métier d'enseignant. Dotés chacun d'un volume horaire de 6h, ils les aident à préparer et à animer leurs enseignements (comment, par exemple, concevoir des fiches de travaux dirigés ?), à aborder les questions de l'évaluation et des modalités de contrôle des connaissances (comment faire travailler les étudiants, les faire participer à l'oral, les noter ?) et à s'interroger sur les questions pédagogiques, dont les enjeux ont été renouvelés à la faveur de la pandémie passée. Ils sont destinés à permettre l'acquisition des compétences suivantes : se former à la diffusion de la culture scientifique et technique et formation.

**6.** À ces formations doctorales (et à celles que les doctorantes et doctorants peuvent suivre en dehors de l'ED 492, lorsqu'elles sont validées par la direction de l'ED) s'ajoutent des moments de rencontres et d'échanges à finalité professionnalisante :

- *Recrutements et concours académiques* (exposé des voies d'accès à la Maîtrise de conférence et au Professorat ; explication des missions des sections du C.N.U., la formation étant assurée par des collègues membres des sections 1 à 3 du C.N.U.)
- *Les Rendez-vous Pro de l'ED* (organisés 2 fois par an)

**7.** Cette offre de formation peut évidemment évoluer ponctuellement, dans le but de faire profiter nos doctorantes et doctorants de l'expérience particulière acquise par un enseignant-chercheur. Par exemple, le placement en position de détachement de plusieurs de nos collègues auprès de la Cour de cassation a permis de mettre en place des modules de formation portant sur le raisonnement judiciaire, la lecture / interprétation des décisions de justice et leur mobilisation dans le cadre d'un travail doctoral.

De même, c'est en conséquence des actions de sensibilisation des Unités de recherche et des doctorantes et doctorants sur l'impact environnemental de la recherche que, en coordination avec l'École Universitaire de la Transition Écologique du site une formation obligatoire à la *Transition écologique* sera mise en place à partir de la rentrée 2025.

**8.** Se fondant sur la fiche RNCP 31433, sur l'arrêté du 22 février 2019 définissant les compétences des diplômés d'un doctorat, la formation doctorale de droit délivrée sur le site Lyon-Saint-Étienne a donc pour objectif de développer et valoriser les compétences et capacités suivantes : l'autonomie, l'aptitude à concevoir et mettre en œuvre un projet (gestion de problématiques complexes, veille informationnelle, recherche documentaire, utilisation des outils numériques), à intégrer tout en les questionnant des savoirs constitués, à construire et formaliser un raisonnement (en en mesurant toutes les implications), à s'adapter (aux autres et à d'autres environnements de travail). Ainsi la formation doctorale de droit du site Lyon Saint-Étienne est-elle pleinement engagée dans une démarche de reconnaissance et d'usage du doctorat en tant que certification professionnelle. Les formations suivies viennent alimenter le portfolio des doctorantes et doctorants. À cet égard, l'adoption du nouveau système de gestion des doctorants, ADUM, a permis de faciliter les démarches.

## **Référence 7 : Les doctorants et les candidats à l'habilitation à diriger des recherches (HDR) bénéficient de conditions d'admission et d'accueil communes et de qualité.**

**1.** Il ne sera question ici que des doctorantes et doctorants, la question des candidates et candidats à l'habilitation à diriger des recherches étant prise en charge, s'agissant du Droit et sur le site, par les Universités concernées (on signalera toutefois que, à Lyon 3, la direction de l'ED 492 participe à qualité aux « Commissions HDR », dont l'objet est de formuler un avis sur les candidatures, au regard de critères élaborés conjointement par les directions des ED portées par Lyon 3 et la chargée de mission Doctorat et HDR auprès de la Vice-présidence recherche Lyon 3).

S'agissant, donc, des doctorantes et doctorants, les règles de recrutement ont été définies en conseil de l'ED 492, donc en concertation avec les directions des Unités de recherche impliquées dans la formation doctorale de droit.

Le nombre d'encadrants potentiels est demeuré stable, passant de 111 à 113 HDR associés à l'Ecole doctorale, tandis que le nombre d'encadrants effectifs, assurant la direction d'une thèse au moins, est passé de 96 à 101. Sur la même période, la courbe d'évolution des effectifs doctoraux marque un léger infléchissement, le nombre total de doctorants passant de 315 à 273 (en l'absence de thématiques prioritaires de recherches des établissements concernés, on a compté toutes les thèses ensemble, sans prendre en compte le critère de l'inscription dans le cadre des « priorités thématiques », cf. DQT 1-2a). Cet infléchissement (qui n'est pas strictement linéaire, puisqu'on note un regain pour l'année 2022-2023) concerne les doctorants comme les doctorantes. Si le nombre de soutenances pour 2023-2024 est identique à celui de 2019-2020, la courbe est plutôt chaotique (ce qui peut en partie s'expliquer par la pandémie et ses effets retardés), puisque, à deux reprises, en 2020-2021 et 2022-2023, le nombre des soutenances a anormalement chuté pour s'établir à 24 /25 au lieu des 35 soutenances annuelles habituelles.

**2.** Comme de nombreuses formations doctorales de SHS, l'ED 492 a fait le choix de ne pas exclure de l'accès au doctorat les candidats ne bénéficiant pas d'un financement spécifiquement dédié à la réalisation de leur travail doctoral. La réflexion sur la mise en place d'un seuil de financement, qui avait été engagée lors de la précédente habilitation, a finalement été abandonnée. Il a semblé en effet à la majorité des acteurs de la formation doctorale de droit qu'il était difficile d'imposer l'obtention d'un financement dédié, tant une telle obligation paraît en décalage avec les pratiques de la discipline et la diversité des profils des doctorants en droit. En revanche, l'École doctorale a mis en place ces dernières années une stratégie du « ricochet », qui prend appui sur la limitation du taux d'encadrement et la nécessité, réglementaire, de vérifier les conditions matérielles de réalisation d'un projet doctoral. Il s'agit d'inciter (plutôt que de contraindre) les encadrants à ne s'engager dans une direction de thèse qu'avec les candidats les plus susceptibles de réussir leur doctorat, le

financement étant l'un des éléments de cette réussite (même s'il n'est pas, évidemment, le seul), en les sensibilisant à la préoccupation du financement dans le cadre des discussions menées avec les candidats. Ces discussions sont désormais systématiquement engagées, en vue d'alerter sur les besoins de financement et de s'assurer, autant qu'il est possible, que le projet doctoral envisagé pourra être accompli dans des conditions matérielles convenables (les tableaux fournis en annexe montrent, d'ailleurs, que la plupart des doctorantes et doctorants inscrits à l'ED 492 ont une activité professionnelle). Elles produisent, souvent, un effet dissuasif, qui constitue peut-être l'un des facteurs de la diminution constatée, ces dernières années, du nombre de primo-inscrits sans financement.

Cette politique, que les trois établissements impliqués ne remettent pas en cause, n'empêche pas les campagnes d'information et de sensibilisation auprès des collègues et des Unités de recherche relatives aux différents types de financement envisageables. En dépit de ces efforts, le nombre de doctorants bénéficiant d'une bourse étrangère a, malheureusement diminué, de même que le nombre de CIFRE. Cette diminution s'explique en grande partie par celle des inscriptions en D1. On remarquera d'ailleurs que le taux d'acceptation par l'ANRT des demandes de CIFRE présentées au titre de l'ED 492 est très satisfaisant : sur la période sous observation, tous nos dossiers ont été validés, et, à l'exception d'un candidat, tous ceux qui ont présentés un dossier se sont inscrits. L'explication de la diminution du nombre de CIFRE n'est donc pas à chercher dans un manque d'informations ou un défaut de qualité des dossiers présentés, mais dans une pratique d'auto-censure ou dans une forme de désintérêt des doctorants pour ce type de financement.

En conséquence, les deux tiers des doctorantes et doctorants réalisent leur projet doctoral sur la seule base de ressources « personnelles ». Le taux de doctorants bénéficiant d'un financement exclusivement dédié à la thèse (CD, CIFRE, Contrats de recherche et bourses diverses, hors ATER) oscille, entre 2021 et 2024, entre 20,5 à 25 %, tandis que le taux de doctorants exerçant une activité rémunérée est passé de 32% en 2019-2020 à 46% en 2023-2024, ce qui témoigne d'une nette professionnalisation (soit que les doctorants exercent déjà une activité professionnelle avant leur inscription, soit qu'ils commencent leur activité professionnelle en cours de doctorat), conforme au profil de doctorants qui se rencontrent dans la plupart des Écoles doctorales de droit (la part des doctorants exerçant une activité professionnelle dans le secteur public est restée stable et, souvent, il s'agit de doctorants contractuels ATER, tandis que la part des doctorants exerçant une activité professionnelle dans le secteur privé a augmenté, passant de 44 en 2020-2021 à 61 en 2023-2024).

**3.** Les modalités d'admission au sein de la formation doctorale de droit sont claires et publiques : tous les candidats doivent fournir un dossier comprenant : un C.-V. détaillé, un projet de thèse avec bibliographie / état de l'art, les relevés de notes de Licence et Master, un travail de recherche, ainsi que les avis du futur encadrant et de la direction de l'Unité de recherche.

Pour mieux garantir encore la qualité des recrutements, les procédures de sélection des candidatures au doctorat en droit ont été entièrement revues en 2024. Désormais, toute candidature en D1 fait l'objet d'un examen collégial soit par le Bureau de l'École doctorale (le Directeur et les deux « représentants établissements » de Lyon 2 et de l'UJM), soit par le Conseil de l'École doctorale dans sa formation restreinte (hors la présence des représentants des doctorantes et doctorants).

→ Pour les candidatures hors contrat doctoral, les dossiers faisant valoir un diplôme national de Master et ayant obtenu les notes de 12/20 de moyenne générale en M2 et de 14/20 au mémoire de recherche (si la formation n'impose pas la rédaction d'un mémoire de recherche, mais d'un rapport de stage, le candidat est invité à fournir un projet de recherche plus conséquent, d'une quarantaine de pages environ) sont examinés par le Bureau de l'École doctorale, qui décide par délégation du conseil de l'ED. Le Bureau décide soit d'émettre un avis favorable à l'inscription, soit, en cas de doute sur l'aptitude à la recherche ou le niveau du candidat, de renvoyer le dossier pour examen en conseil de l'École doctorale. Toutes les autres candidatures sont directement renvoyées pour examen en conseil de l'ED, par exemple les candidatures présentées par des étudiants internationaux ou par des étudiants nationaux ne disposant pas des notes minimales de 12/20 et 14/20.

→ Quant aux candidatures à un contrat doctoral, elles sont examinées par le jury de sélection des contrats doctoraux qui se tient au début du mois de juillet (le nombre de contrats à distribuer étant relativement stable chaque année : 7 pour Lyon 3, 2 pour Lyon 2 et 1, voire 2, pour l'UJM). Ce jury est composé du Conseil de l'École doctorale en formation semi-restreinte (hors représentants des doctorants et des personnels administratifs, mais en la présence des personnalités extérieures). Pour la sélection des contrats doctoraux s'ajoute donc, aux critères mentionnés *supra*, une procédure spécifique, qui a été déterminée en Conseil. Le calendrier (date limite de dépôt des dossiers, dates des auditions) est fixé au plus tard en février. Il est indiqué sur le site de l'École doctorale et transmis aux directeurs des Unités de recherche rattachées à l'École, aux responsables de Master 2 et aux services de la scolarité des différents établissements impliqués. Dans un premier temps (après vérification de la recevabilité des dossiers de candidature par l'École doctorale) et en veillant à prévenir tout conflit d'intérêt (notamment, le rapporteur désigné n'appartient pas à l'Unité de recherche dans laquelle le candidat sera inscrit, il n'a pas été membre du jury de soutenance du mémoire), le Directeur de l'École désigne, pour chaque candidature, un rapporteur, dont le domaine de compétences correspond au sujet de thèse.

Pour présenter la candidature et indiquer son avis, chaque rapporteur dispose du dossier complet au moins quatre jours avant la date de la réunion du Conseil. Après avoir donné lecture de son rapport et formulé son avis sur l'audition du candidat, une discussion s'engage. Lorsque toutes les candidatures ont été ainsi examinées, le jury arrête la liste des candidats admis à poursuivre le concours. En général, seules 13 à 15 candidatures (sur une moyenne de 30 par an) sont retenues pour l'étape suivante : l'audition. Cette audition se déroule en deux temps : 10 min de présentation du projet professionnel, puis 20 min de discussion avec les membres du jury. Lors de cette discussion, le jury évalue la maîtrise de l'état de l'art et du raisonnement juridique, cherche à déterminer la faisabilité du projet qui lui est présenté, le tout en s'attachant tout particulièrement à mesurer sa qualité. Il peut donc arriver que tous les supports (CD) ne soient pas distribués, lorsque le niveau des candidatures ne paraît pas suffisant ; ces supports sont alors restitués aux établissements concernés.

Dans la mesure où les critères d'inscription en doctorat sont publics et explicites, la « sélection » s'opère en réalité en amont, et prend la forme d'une auto-censure. Cela explique que, pour la période sous évaluation, le nombre global de dossiers recevables déposés en vue d'une inscription en D1 (qui a diminué, passant de 50 à 41, suivant en cela une tendance assez générale en France pour les disciplines juridiques) soit à peu près équivalent au nombre de primo-inscrits, qui est passé, pour la même période, de 50 à 39 : les candidats qui savent ne pas remplir les conditions posées par l'ED 492 retirent donc leur candidature, les quelques candidatures recevables mais auxquelles l'ED 492 oppose un refus consistent dans des dossiers académiquement bons, mais présentant des difficultés quant au calibrage du projet doctoral.

**4. Les modalités d'accueil des doctorantes et doctorants au sein de l'ED 492 et des Unités de recherche qui lui sont rattachées ont été définies collégialement en Conseil de l'École doctorale.**

L'ED 492 et les Unités de recherche qui lui sont rattachées organisent chaque année des réunions de rentrée destinées aux doctorants en D1 en vue de les informer de leurs obligations et de leurs droits. Chaque année également, lors de l'entretien avec le Comité de suivi individuel du doctorant, l'ED 492 vérifie que les modalités d'accueil des doctorants au sein des unités de recherche, ainsi que les conditions d'accès aux ressources mises à disposition par ces Unités, sont mises en œuvre de manière régulière et indépendamment du statut (financement ou non) des doctorantes et doctorants, dans le but d'assurer la plus stricte égalité de traitement. Dans les Unités de recherche relevant du périmètre de la formation doctorale de droit, les salles de travail et bibliothèques sont donc en libre accès sécurisé pour tous les doctorants inscrits. Chacun d'entre eux bénéficie d'un espace de travail partagé ainsi que de facilités pour les déjeuners et les pauses de travail, qu'ils soient statutaires ou non. À titre d'exemple, au CERCRIID, les doctorantes et doctorants disposent sur le site de Saint-Étienne de six tables équipées d'un poste informatique dans la salle des doctorants, d'une vingtaine de casiers à clef, et d'une dizaine de tables dans la bibliothèque, et, sur le site Lyon 2, de cinq tables équipées.

À quoi il faut ajouter que, quel que soit leur statut, ils sont appelés à participer à la prise de décision dans les Unités de recherche, via leurs représentants élus aux conseils de laboratoire (et, dans certains cas, comme au CERCRIID, via la commission documentaire). On notera simplement que, à *Transversales*, si les modalités d'accueil sont identiques pour les doctorants (tous sont invités à participer aux réunions périodiques enseignants-chercheurs / doctorants), l'accès aux aides financières attribuées par l'Unité de Recherche a, depuis 2025, évolué : à la demande de l'Université Lyon 2, l'Unité de recherche ne finance plus, sur son propre budget, les missions et déplacements des doctorants non contractuels et des ATER, sauf s'ils interviennent en tant que représentants de l'Unité. Si l'objet de leur déplacement est simplement lié à leur travail de thèse, ils ne peuvent donc désormais que se tourner vers l'ED 492.

## **Référence 8 : Les doctorants et les candidats à l'HDR bénéficient d'un encadrement et d'un accompagnement de qualité permettant le bon déroulement de leurs travaux de recherche.**

### **1. Encadrement et bonnes pratiques**

S'agissant de la formation doctorale de droit, les règles et les modalités d'encadrement et de suivi des doctorants sont évidemment définies au regard de la réglementation en vigueur (arrêté du 25 mai 2016, dans sa version révisée en 2022), des principes de l'intégrité scientifique et des exigences formulées par les établissements impliqués. Les règles relatives à l'encadrement sont inscrites dans le règlement intérieur. Elles consistent principalement dans la fixation d'un taux maximum d'encadrement : 8 doctorants par enseignant-chercheur. En pratique, ce chiffre maximal est très rarement atteint par les collègues, et le nombre moyen de doctorants par HDR encadrant est bien moins élevé, comme le montrent les données fournies en annexe.

**CSI.** Notamment, l'ED 492 organise en étroite collaboration avec les Unités de recherche qui lui sont rattachées les Comités de Suivi Individuels des doctorantes et doctorants demandant leur réinscription.

Chaque année, au printemps, a donc lieu la campagne de CSI, organisée selon des modalités établies par le Conseil de l'École doctorale avec les directions des Unités de recherche et rendues publiques sur le site de l'École doctorale. L'École doctorale dresse la liste, par Unité de recherche, des doctorantes et doctorants concernés ; elle pilote ensuite, en collaboration avec les Unités de recherche, le déroulement de ces comités, en vérifiant que leur composition soit conforme aux critères établis conjointement par les établissements et le Conseil de l'École doctorale, et en veillant à leur stabilité dans le temps, dans la mesure du possible. Elle contacte chaque doctorante et doctorant concerné pour lui indiquer la date de son CSI et lui proposer les noms des membres de son CSI, sous réserve de son acceptation. Elle communique aux directions des Unités de recherche et aux collègues prenant part à ces CSI un *vademecum* (mis à jour régulièrement pour tenir compte des remontées formulées par les représentants des doctorants et /ou les collègues impliqués), lequel précise le déroulement, les modalités et les attendus de l'exercice, en insistant notamment sur quelques points de vigilance : séparation effective des entretiens réalisés avec la direction de thèse et avec le ou la doctorante ; qualité de l'intégration du doctorant dans son Unité de recherche ; santé mentale du doctorat ; prévention des situations de harcèlement et / ou discrimination. Le *vademecum* mentionne notamment les adresses génériques des cellules / référents Harcèlement et discrimination des établissements impliqués (qui figurent également sur le site de l'ED 492). Il a été, à cet égard, pensé en relation avec les exigences liées à la labellisation HRS4R des établissements impliqués dans la formation doctorale, laquelle suppose la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles et aux questions liées au handicap (procédure de recrutement des CD handicap avec, désormais, une audition par la DRED et le référent handicap), et de prévention du suicide.

Avant chaque entretien, les membres des CSI ont à leur disposition : le calendrier prévisionnel établi par le doctorant et validé par la direction de thèse ; un avis circonstancié de la direction de thèse ; la fiche récapitulative des formations doctorales suivies par le doctorant ; les fiches d'évaluation renseignées par les CSI précédents, le cas échéant.

À l'issue des entretiens, les membres du CSI rédigent et signent la fiche d'évaluation (normée et validée par le Conseil de l'École doctorale) qui leur a été fournie. Ce rapport conclut à un avis : favorable / réservé / défavorable. Il est ensuite transmis aux intéressés (doctorant / encadrant). Une copie est conservée dans le dossier personnel de l'intéressé. Ce document, nécessaire pour toute réinscription, a pour objectif d'éclairer l'avis formulé par l'ED sur la demande de réinscription. Après deux avis « réservé » consécutifs ou un avis « défavorable » émis par le CSI, la demande d'inscription est automatiquement évaluée par le Conseil de l'École doctorale.

Tel qu'il est conçu, ce rapport conduit donc les membres du CSI à apprécier tant l'avancement de la thèse (respect du calendrier prévisionnel) que la qualité de l'insertion de l'intéressé dans son laboratoire et son environnement de travail, ainsi que ses efforts en termes de formation. *A priori* (et en conformité avec les demandes répétées des doctorants, qu'ils font remonter via les enquêtes réalisées par leurs représentants), le fond même du travail doctoral n'est pas abordé. L'entretien est toutefois libre, et toute autre question peut être abordée, dans le respect évidemment de la relation privilégiée que l'intéressé a nouée avec son encadrant.

Outre l'organisation annuelle des CSI, certaines Unités de recherche organisent des sessions de *conférences de thèse* (spécialement lorsque cette pratique existait avant même l'arrêté de 2016), dont la teneur est plus scientifique, puisqu'il s'agit essentiellement d'aborder le fond du travail doctoral. Parfois ces conférences sont organisées à l'initiative de l'Unité. Tel est le cas du CERCRID, où ces conférences consistent dans l'audition, par deux ou trois enseignants-chercheurs de l'Unité, des doctorantes et doctorants invités à exposer l'avancée de leurs travaux et les difficultés d'ordre scientifique qu'ils ou elles rencontrent, en la présence ou non (selon son souhait) de l'encadrant (qui est toujours, quoi qu'il advienne, informé). Dans d'autres Unités de recherche, ces conférences peuvent être organisées à la demande des doctorantes et doctorants.

On peut donc conclure que les règles et les modalités de suivi et d'accompagnement des doctorants ont été définies au regard des exigences des principes de l'intégrité scientifique, que la composition et le fonctionnement des CSI sont conformes au cadre réglementaire général et que leur mise en œuvre effective est assurée par l'École doctorale en lien étroit avec les Unités de recherche qui lui sont rattachées.

**Soutenances.** Sur le site, et s'agissant du doctorat en droit, les soutenances sont administrativement et matériellement gérées par les DRED des établissements concernés (tandis que la détermination des règles et critères de soutenance des HDR relèvent, sur le site et s'agissant du Droit, de la seule compétences des établissements). Les règles et critères de soutenance des thèses sont évidemment conformes aux dispositions réglementaires, la direction de l'École doctorale ayant pour mission, via ADUM, de veiller aux conditions de parité et d'équilibre définies par l'arrêt du 25 mai 2016 et appréciées par chacun des trois établissements, s'agissant de la constitution des jurys et de la désignation des rapporteurs, mais aussi d'émettre un avis sur l'autorisation de soutenance, au regard notamment d'une appréciation portée sur les formations doctorales suivies tout au long du parcours (une formation à l'éthique, obligatoire, a-t-elle été suivie ? l'impétrant a-t-il obtenu le nombre de crédits « formation » nécessaires ?). Dès leur inscription en D1, les doctorantes et doctorants en droit sont informés (l'information est disponible sur le site de l'ED 492, elle indiquée également le jour de la « Rentrée des D1 ») et fait l'objet d'un rappel lors de chaque CSI du fait qu'ils doivent, en vue d'être autorisés à soutenir leur thèse, valider 180 crédits. Sur ces 180 crédits, 60 sont attribués en rétribution de la rédaction de la thèse : les 120 crédits restants doivent donc être obtenus par la validation de formations ou via

le système de validation de crédits pour activités pédagogiques ou scientifiques mis en place par l'ED 492. En revanche, ni le Conseil de l'École doctorale ni les établissements impliqués dans la formation doctorale n'exigent, pour autoriser la soutenance, la rédaction / publication d'articles complémentaires, même si cette pratique est fortement encouragée (soit lors des CSI à partir de la D4 soit lors du module de formation *Recrutements et concours académique*).

## 2. Accompagnement des encadrants

Considérant que la formation des encadrants fait partie des missions mentionnées à l'art. 3 de l'arrêté de 2016 révisé en 2022 et qu'elle participe de l'amélioration qualitative de l'encadrement des doctorants, l'ED 492 a organisé plusieurs fois depuis 2019 des journées de formation à l'encadrement de thèse. Ces formations se déroulaient en deux temps : d'abord, un rappel du cadre réglementaire de l'encadrement doctoral, avec une attention accrue portée sur les problématiques en lien avec la lutte contre les discriminations / harcèlements et le respect de la déontologie et des exigences d'intégrité scientifique (ces journées étant organisées en la présence des Référents égalité et intégrité scientifique des établissements) ; puis, une discussion constructive sur les pratiques d'encadrement, à partir du retour d'expérience d'un binôme encadrant / docteur.

S'inspirant de cette pratique, la DRED Lyon 3 a décidé d'organiser elle-même cette journée de formation (une fois par an), selon un déroulé relativement similaire : rappel du cadre réglementaire (en général, ce rappel est effectué par le Directeur de l'ED 492) / échanges de bonnes pratiques, mais en ajoutant la formation à la participation à des CSI à la formation à l'encadrement de thèse. De son côté, l'Université Lyon 2 organise également une journée de formation destinée aux encadrants, en vue de les éclairer sur leurs missions et leurs obligations. Pour le dire autrement, cette action spécifique de formation destinée aux encadrants est désormais prise en charge par les établissements impliqués dans la formation doctorale, tandis que des actions de sensibilisation à la lutte contre les VSS sont désormais également mises en œuvre à la fois par les établissements impliqués et par la ComUE Lyon-Saint-Etienne (à travers, dernièrement, l'organisation des *Assises interdisciplinaires de lutte contre les VSS* qui ont eu lieu sur le site de Lyon-Saint-Étienne du 17 au 20 février 2025).

Ainsi l'encadrement des doctorantes et doctorants et la formation des encadrants poursuivent-elles l'objectif de promouvoir les bonnes pratiques (à la fois dans la réalisation du travail doctoral et dans l'accomplissement des missions annexes au doctorat, comme l'enseignement), de lutter contre les discriminations et de prévenir d'éventuelles difficultés. Les CSI sont au cœur de ces dispositifs, le *vademecum* qui sert de guide à l'entretien mettant tout spécialement l'accent sur ces questions.

## 3. Dispositifs de soutien à la réalisation et valorisation des travaux de recherche

D'une manière générale, la réalisation et la valorisation de travaux de recherche est encouragée, dans la formation doctorale de droit, par l'octroi de crédits « formation ». Par exemple, justifier d'un article retenu / paru dans une revue ou de la participation à un ouvrage collectif permet d'obtenir 15 crédits (sur les 120 crédits nécessaires pour autoriser la soutenance). Une communication scientifique est valorisée à hauteur de 15 crédits, tandis qu'une communication de vulgarisation, ou une intervention sur une question d'actualité, est valorisée à hauteur de 10 crédits. Il existe encore d'autres façons d'obtenir des crédits, dans le but d'inciter les doctorants à se frotter au monde de la recherche académique et à se constituer un réseau : assister à un colloque ou une conférence (de dehors de sa propre Unité de recherche : 2 crédits), participer à un contrat de recherche ou à une étude (8 crédits), prendre part à l'organisation de manifestations scientifiques (4 crédits), par exemple.

Plus spécialement, on signalera que, en partenariat avec le *Centre culturel de rencontre* du château de Goutelas, deux séminaires sont organisés de façon périodique.

Le premier est piloté par le CERCRID et l'IRERP (*Institut de Recherche Juridique sur l'Entreprise et les Relations Professionnelles*, EA 4419, de l'Université Paris Nanterre). Il se tient tous les ans au profit des doctorantes et doctorants en droit social (pour l'essentiel rattachés au CERCRID, qu'ils soient inscrits à l'Université J. Monnet ou à l'Université Lumière Lyon 2). Il s'agit plus précisément d'un *séminaire d'écriture* en immersion, qui se déroule sur une semaine, pendant lequel les doctorants sont appelés à réfléchir à leur travail d'écriture et à présenter les résultats auxquels ils sont parvenus devant un panel de discutants (du site ou hors site, choisis pour leurs compétences spécifiques). Le succès d'une telle manifestation incite l'ED 492 à envisager sa déclinaison dans d'autres disciplines. Une réflexion à ce sujet est en cours, incluant évidemment des aspects budgétaires, dans la mesure où l'aide financière apportée par l'ED est conséquente (en général, 2 000 à 2 5000 euros).

Le second est un séminaire doctoral de droit pénal, en immersion également, d'une durée de quatre jours, qui se tient tous les deux ans. Pendant ces séminaires, les doctorants sélectionnés suivent donc des conférences animées par des enseignants-chercheurs et participent à des ateliers d'écriture ; la majeure partie du temps est consacrée à l'achèvement du projet d'écriture de la thèse, à des discussions avec et des auditions par des encadrants.

Plus généralement, des aides financières sont accordées aux doctorantes et doctorants lorsqu'elles sont nécessaires et justifiées au regard de leur travail de recherche (un budget prévisionnel, une note explicative

des dépenses envisagées et un avis de la direction de thèse et de la direction de l'unité de recherche doivent accompagner la demande de financement). L'attribution de ces aides est désormais (depuis que le budget de l'ED 492 est entièrement administré par la DRED Lyon 3) partagée entre l'École doctorale et ses Unités de recherche, dans une répartition qui consiste à faire prendre en charge par l'École doctorale les frais d'hébergement (et éventuels les frais d'inscription, lorsqu'il s'agit de participer à des colloques ou écoles d'été) et à faire prendre en charge par les Unités de recherche les frais de transport, le tout dans le souci de permettre aux doctorantes et doctorants d'anticiper leurs déplacements et la prise en charge financière de ces déplacements pour éviter la pratique du remboursement, qui les oblige à des dépenses préalables. S'agissant de l'École doctorale, deux appels à demandes de financement sont organisés, pour chacun des semestres de l'année civile.

Par exemple, sur 2023-2024 et pour un budget total de 31 811 euros (« part ComUE » et « part Lyon 3 »), les aides individuelles représentent 17% des dépenses totales, les aides aux manifestations scientifiques collectives organisées par les associations de doctorants représentent 13% des dépenses totales, les aides allouées aux Unités de recherche pour leurs activités impliquant une participation scientifique de leurs doctorants représentent 15% desdites dépenses.

## **Référence 9 : Les dispositifs de la formation doctorale sont adaptés aux doctorants internationaux.**

1. La plupart des formations délivrées par l'ED 492 sont, lorsqu'évidemment elles s'y prêtent, accessibles à distance. Les doctorantes et doctorants internationaux qui ne résident pas sur le site (ou celles et ceux qui se trouvent sur des terrains d'étude) peuvent donc les suivre sans difficulté. De même, l'organisation des CSI est évidemment adaptée aux conditions dans lesquelles se trouvent nos doctorantes et doctorants internationaux (visioconférences). Il est très exceptionnel que nos doctorantes et doctorants internationaux ne soient pas francophones. Toutefois, certaines des formations organisées dans le cadre de la formation doctorale de droit (spécialement celles qui le sont par le Service des études doctorales de la ComUE Lyon-Saint-Etienne) sont délivrées en anglais.

La formation doctorale inclut donc des formations assurées le plus souvent à distance (sauf demande expresse de l'enseignant-chercheur formateur) et s'appuie sur les outils numériques de diffusion et d'enseignement. Elle favorise ainsi l'accès des publics distants (doctorants en mobilité internationale ou sur terrain d'étude).

2. La formation doctorale inclut également des dispositifs de soutien à la préparation et au développement de la mobilité entrante et sortante des doctorants. Depuis la fin de l'IDEX Lyon, la ComUE Lyon-Saint-Etienne ne finance plus de mobilité doctorale internationale, dont la charge pèse désormais sur les écoles doctorales et les établissements concernés.

De son côté, l'ED 492 accompagne donc, par des aides financières individuelles allouées deux fois par an, la mobilité internationale de ses doctorantes et doctorants. Les demandes, accompagnées d'un budget prévisionnel et des justifications scientifiques nécessaires (plan d'actions précis ; lettre de recommandation de la direction de thèse ; lettre d'engagement du laboratoire d'accueil), sont examinées en conseil et donnent lieu à des financements compris à hauteur de 1 500 euros maximum (en moyenne, entre 800 et 1 000 euros), avec demande de bilan au retour (cette obligation conditionnant l'octroi de toute nouvelle aide).

Ces aides ont été conçues et mises en place en coordination avec les aides à la mobilité internationale que les établissements intéressés peuvent par ailleurs accorder. Par exemple, à l'Université Lyon 3, chaque année est lancé un Appel Mobilité Doctorale privilégiant les déplacements à l'étranger : sont éligibles les doctorants inscrits à l'Université J. Moulin Lyon 3 de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> année incluse à l'époque de leur déplacement ; à Lyon 2, chaque année est lancé un appel à candidatures pour les aides à la mobilité doctorale internationale, sous le nom de MobiDoc, piloté par la DRED Lyon 2, en vue de soutenir la mobilité internationale des doctorantes et doctorants de l'Université Lyon 2 sous la forme d'aides à la mobilité sortante dans le cadre d'un séjour d'un à six mois dans un établissement / organisme à l'étranger, sachant que les mobilités à destination des départements, régions et collectivités d'outre-mer sont désormais éligibles).

## **DOMAINE 3 : LE PARCOURS DES DOCTORANTS DE LA FORMATION DOCTORALE**

### **Référence 10 : La formation doctorale veille à son attractivité, ainsi qu'à la qualité de son recrutement.**



Chaque année sont organisées à destination des étudiantes et étudiants de master 2, dans chacun des trois établissements impliqués et en collaboration avec leurs services de scolarité Masters, des réunions d'information sur le doctorat et les possibilités de financement des projets doctoraux sous toutes leurs formes (depuis 2024, ce même type de renseignements est donné lors des *Rendez-vous Pro de l'ED*, auxquels sont conviés les étudiants de M2). Tout particulièrement, le processus (calendrier, modalités d'inscription) de candidature aux campagnes annuelles d'attribution des contrats doctoraux fait l'objet d'une publicité spécifique auprès des responsables de parcours de M2 de chacun des établissements.

En dépit de ces actions d'information, le suivi des indicateurs (tableau par années et par établissements mis à jour au fil de l'eau) indique une diminution continue du nombre d'inscriptions en D1. Cette diminution s'explique par la politique plus sélective d'admission en doctorat mise en place dans le cadre de la formation doctorale de droit depuis plusieurs années, et renforcée en 2024. Elle s'inscrit, également, dans une tendance générale qui affecte les vocations pour le doctorat en droit au plan national, et ne constitue donc pas une spécificité locale. Les indications données par les doctorants dans leurs réponses aux enquêtes conduites par leurs représentants semblent montrer qu'il s'agit moins d'un désintérêt pour une formation considérée comme n'apportant pas de plus-value spécifique, que d'une préférence pour des circuits de recrutement plus courts et moins aléatoires.

Les dispositifs permettant de s'assurer de la qualité du recrutement ont été expliqués à la référence 7, puisqu'ils consistent au fond dans la formulation de *conditions d'admission* communes.

Enfin, la part des doctorantes et doctorants internationaux est un indicateur particulièrement suivi par l'ED. Comme il est dit sous la référence 5, leur nombre reste stable, dans un contexte de diminution des inscriptions en D1, et les candidatures émanant d'étudiants n'ayant pas obtenu un diplôme national de master sont systématiquement examinées par le Conseil de l'ED. Il faut, également, tenir compte du fait que, sur le site, plus de 60 parcours de masters 2 sont accrédités dans le domaine des sciences juridiques, ce qui constitue un vivier important et explique que, pour la plupart, les doctorantes et doctorants inscrits à l'ED 492 ont obtenu leur dernier diplôme dans une université du site.

Pour le reste, et comme pour les autres écoles doctorales du site, il est difficile de mesurer l'attractivité de la formation doctorale : les candidatures qui parviennent à l'ED sont en réalité le résultat de présélections, soit formelles (organisées par l'ED) soit informelles (auto-censure au vu des conditions et critères imposés par l'ED et publiés). Le module « candidatures » ne sera ouvert dans ADUM qu'en 2025, pour les recrutements de 2025-2026. Il permettra sans doute de mieux mesurer l'attractivité de la formation doctorale.

## Référence 11 : La formation doctorale veille au bon déroulement et à la qualité du parcours de formation de ses doctorants.

Pour veiller au bon déroulement et à la qualité du parcours de formation de ses doctorants, la formation doctorale de droit a développé plusieurs dispositifs, s'agissant de la communication, de l'accompagnement et de la durée des thèses.

**1. Moyens de communication.** Pour animer la formation doctorale de droit, l'ED 492 utilise des moyens de communication fonctionnels, via des canaux de diffusion interne (mailing avec bandeaux ciblés, pour assurer la diffusion des informations relatives à l'ED, aux formations et aux activités scientifiques susceptibles d'intéresser les doctorants, qu'elles soient organisées par l'ED ou par les UR/UMR de son périmètre) et externe. Ces moyens de communication lui permettent de s'assurer que les procédures administratives (accès au concours de recrutement, inscription, etc. ...), les activités de recherche au sens large (intégration dans une UR, connaissance des compétences développées au sein des autres structures de recherche partenaires, etc. ...), l'animation scientifique et / ou professionnalisante (*Journée de l'ED*, formations, cycles de conférences, etc. ...) soient accessibles et connues aux / par les doctorants et leurs encadrants.

En outre, l'équipe administrative de l'ED 492 s'occupe de la mise à jour régulière du site internet de l'École. Ce site propose différentes rubriques, les plus complètes possibles (« Présentation », « Formation », « Inscription », « Réinscription », etc. ...). Il est alimenté et actualisé régulièrement, particulièrement la rubrique « Formation », qui permet de consulter les formations par date et de s'inscrire en ligne. Le site permet également aux doctorants de télécharger les documents utiles, comme par exemple les attestations de présence aux formations, les demandes d'aide à la mobilité ou le règlement intérieur. Enfin, il offre de nombreux liens, vers les Unités de recherche, les formations délivrées par le Service des études doctorales de la ComUE Lyon-Saint-Etienne, etc. ...

**2. Accompagnement.** Outre les moments d'échanges que constituent les rencontres annuelles avec les CSI, elle incite les doctorantes et doctorants à repenser régulièrement leur parcours de formation en vue de l'adapter au plus près à leurs besoins (via des modifications apportées aux conventions de formation déposées dans ADUM). Elle tient compte, au point de vue du déroulement de la formation, du profil de chacune et de chacun, en mettant par exemple en place des aménagements lorsqu'ils sont rendus nécessaires par les besoins spécifiques d'un doctorant. Jusqu'à présent, ces aménagements visent trois types de profils : 1) les doctorants en situation de handicap, auquel un accompagnement particulier est proposé (en relation avec les référents handicap des différents établissements concernés) ; 2) les doctorants occupant un emploi dans le milieu juridique (qui peuvent, sur justificatifs et après examen de la direction de l'ED 492, obtenir des dispenses de formation, en quotité variable selon la nature exacte de l'emploi et la disponibilité de l'intéressé, à l'exception de la formation à l'éthique de la recherche et à l'intégrité scientifique, qui demeure dans tous les cas obligatoire, et du futur module de formation « Transition écologique », qui sera également obligatoire dans tous les cas) ; et 3) les doctorants en mobilité internationale.

Pendant ces années si particulières que constitue la réalisation d'un travail doctoral, l'accompagnement psychologique des doctorantes et doctorants joue un rôle important. À plusieurs moments du parcours doctoral (réunion des D1, *Journée annuelle de l'ED*, CSI, etc. ...), l'ED 492 rappelle qu'il existe, dans chacune des Universités impliquées, des services de santé dédiés aux étudiants. Elle communique également, depuis février 2025, sur l'ouverture du centre de santé *Le 102* (centre consacré à la santé mentale des étudiants, porté par la ComUE avec le soutien des établissements du site).

**2. Durée des thèses et abandons.** Pour veiller à maintenir une durée moyenne de thèse raisonnable et prévenir les éventuels abandons, l'ED 492 a mis en place des dispositifs d'alerte. S'agissant de la prévention / détection des abandons, ces procédures consistent dans l'envoi de mails successifs. La procédure (mise en œuvre avec souplesse) a été repensée et normée en 2022 : la doctorante / le doctorant non réinscrit, après avoir reçu par mails plusieurs rappels l'invitant à procéder à son inscription (durant le mois qui précède la date de clôture des inscriptions fixée par l'ED 492), est destinataire d'un premier courrier (signé par le Directeur de l'ED et adressé en copie à la direction de thèse) indiquant l'obligation d'une réinscription en vue de la poursuite du projet doctoral. En cas de non-réponse, un deuxième courrier est envoyé quinze jours plus tard, signifiant que, à défaut de réponse de sa part, l'ED considérera le doctorant ou la doctorante en état d'abandon. En cas de non-réponse, l'intéressé reçoit, quinze jours plus tard, un courrier prenant acte de son abandon.

Le nombre d'abandons, sur la période sous observation, est en réalité stable. La diminution du nombre d'abandons en 2021-2022 (12 abandons) et 2022-2023 (13 abandons) s'explique par un changement dans la politique d'inscription de l'Université J. Moulin Lyon 3 : auparavant, toute inscription postérieure à la D6 était suspendue, mais l'établissement procédait à des inscriptions rétroactives dans le cas où une soutenance pouvait finalement être organisée (dans un délai raisonnable), de sorte que les doctorants Lyon 3 non-réinscrits après la D6 étaient d'abord comptabilisés parmi les abandons, puis extraits de la catégorie « abandons » lorsque finalement ils se réinscrivaient rétroactivement pour soutenir leur thèse. Désormais, tout doctorant non-réinscrit est définitivement considéré comme étant en état d'abandon, puisqu'il a été mis fin à la pratique des inscriptions rétroactives. Les données quantitatives sur les abandons ne permettent pas d'identifier des points de fragilité spécifiques qui tiendraient aux établissements d'inscription, aux unités de recherche, aux mentions de doctorat, aux années d'inscription (toutes les années ou presque sont concernées, pas seulement les années dérogatoires), ni même à l'existence ou non d'un financement dédié. Il est donc difficile de cerner les causes de ces abandons, donc de développer une politique visant à en réduire le nombre. Cela étant dit, dans le courrier qui leur est adressé, les intéressés sont invités à préciser le motif de leur abandon. Le plus souvent, il s'agit d'une cause exogène : changement dans la situation personnelle ou professionnelle (embauche, recrutement, nouvelle charge de travail incompatible avec la poursuite d'un travail doctoral) ; cause sur laquelle les partenaires de la formation doctorale n'ont pas prise.

S'agissant de la durée des thèses, l'objectif de la formation doctorale de droit est de se situer dans la moyenne de la durée des thèses dans les disciplines juridiques, comprise généralement entre 5 et 6 ans (si l'on s'en tient aux pratiques constatées dans le cadre de la *Conférence des directeurs d'écoles doctorales de droit*). Le parti pris par l'ED 492, depuis la publication de l'arrêté du 25 mai 2016, a été et est toujours de distinguer, parmi les doctorants, ceux qui peuvent être considérés comme étant à *temps plein recherche*, et ceux qui ne consacrent qu'une partie de leur temps de travail à leur thèse. Dans la première catégorie sont placés celles et ceux qui bénéficient d'un financement spécialement dédié à la réalisation de la thèse. Dès l'inscription en D1, ils sont avertis du fait que la durée de la thèse est en principe de trois ans et que, passé ce délai, toute réinscription est considérée comme dérogatoire, donc exceptionnelle. La franchise impose de dire toutefois que ce type d'avertissement, pourtant répété lors des comités de suivi, porte rarement ses fruits, et que les thèses soutenues en trois, voire quatre ans, sont les plus rares, comme c'est le cas dans le domaine des SHS en général. Paradoxalement, la durée moyenne des thèses financées est plus longue que la durée moyenne des thèses non financées pour l'année 2023/2024, comme le montrent les indicateurs chiffrés fournis en annexe, mais il s'agit d'une anomalie qui ne devrait pas être appelée à se répéter.

Dans la seconde catégorie sont placés celles et ceux qui n'ont pas de financement dédié (y compris les bénéficiaires d'une convention CIFRE, dans la mesure où il est illusoire de penser qu'ils consacrent 100% de leur temps à leur travail doctoral) et qui disposent donc d'un délai de six ans.

Dans tous les cas, mission est confiée aux CSI d'attirer l'attention du candidat sur le nécessaire respect d'un calendrier prévisionnel raisonnable, tandis que le Directeur de l'ED joint, sur ADUM, lorsqu'il est sollicité pour formuler un avis sur une demande d'inscription en D5, un commentaire insistant sur la nécessité d'achever la rédaction de la thèse dans les plus brefs délais, sauf refus de toute nouvelle réinscription.

En dépit des efforts déployés par l'ED 492 et les incitations répétées des membres des CSI, la durée moyenne de réalisation d'un travail doctoral est restée, sur la période sous observation, stable s'agissant des thèses non-financées, tandis qu'elle a légèrement augmenté s'agissant des thèses financées. Ce constat peut s'expliquer de deux façons au moins : d'une part, et d'une manière générale, par la perspective d'être nommé ATER (dans des établissements où les formations en droit, de niveau Licence et Master, drainent un public plutôt conséquent, et requièrent donc un nombre important de chargés de travaux dirigés), après avoir bénéficié d'un contrat doctoral ou avoir été vacataire pendant deux ou trois ; d'autre part, et d'une manière plus spécifique aux thèses financées, par les prorogations de CD accordées au titre de la pandémie, de six mois à un an. Cette dernière explique sans doute aussi pourquoi, sur la période sous observation, le nombre d'inscrits en D3 et D4 a diminué, tandis que, en 2020-2021 et 2021-2022, le nombre d'inscrits en D5 et au-delà a légèrement augmenté. Toutefois, on notera que le nombre d'inscrits en D5 et au-delà, en 2023-2024, a diminué, pour rejoindre, à cinq unités près, celui de 2019-2020, ce qui laisse présager peut-être une diminution à venir du nombre d'inscrits en D5 et au-delà.

## **Référence 12 : La formation doctorale veille à la qualité du devenir professionnel de ses docteurs, au regard de ses objectifs et de la réalité du marché de l'emploi.**

1. D'une manière générale, le suivi du doctorat et le soutien à l'insertion professionnelle des docteurs font partie des missions prioritaires de la ComUE Lyon-Saint-Etienne et de son Service des études doctorales, qui met en place des dispositifs spécifiques et originaux pour faciliter leur entrée sur le marché du travail. Ce même Service des études doctorales réalise des enquêtes d'employabilité. Pour l'ensemble des données DQT 12-1, les chiffres indiqués sont d'ailleurs issus des enquêtes conduites par ce service, lesquelles enquêtes n'ont pas été réalisées de façon continue sur l'ensemble de la période de référence. L'enquête la plus récente qu'il est possible de commenter précisément est celle de 2021, disponible en ligne sur le site de la ComUE. Conduite à n+3, elle concerne donc les doctorants ayant soutenu en 2018 (parmi les 37 docteurs, seuls 20 ont répondu ; tous sont de nationalité française ; sur les 20 répondants, 15 ont déclaré avoir obtenu un CDI ou CDD dans l'année de la soutenance).

Quoi qu'il en soit, ces enquêtes sont communiquées aux publics intéressés dès qu'elles parviennent à l'ED 492 (elles sont également accessibles en ligne depuis le site de l'ED). Les résultats des enquêtes du Service des études de la ComUE Lyon-Saint-Etienne sont ainsi diffusés aux membres du conseil de l'École doctorale, en formation plénière (incluant donc les représentants des doctorantes et doctorants et les personnalités extérieures). À la question de savoir si l'École doctorale s'approprie les données ainsi collectées, si elle en assure l'analyse et la diffusion auprès de son Conseil et des doctorants, on peut donc répondre positivement, étant précisé en outre que l'École doctorale, via ses réseaux sociaux et la constitution progressive d'un réseau d'alumni, complète elle-même les données qui lui sont fournies par le Service des études doctorales. L'analyse du suivi de carrière des docteurs est notamment mise à profit dans le cadre de la réflexion générale du Conseil en vue de perfectionner le fonctionnement de l'École, s'agissant aussi bien de sa politique de recrutement que des règles d'encadrement qu'elle pose et des formations qu'elle propose. Les éléments les plus saillants du devenir des docteurs (nombre de docteurs qualifiés, nombre de docteurs recrutés dans le milieu académique ou hors milieu académique) sont indiqués par la Direction de l'École doctorale dans le bilan moral présenté lors de la Journée annuelle de l'École, dans une perspective de valorisation du doctorat auprès des candidats potentiels et des milieux socio-professionnels (dont les représentants sont invités).

2. C'est notamment sur la base de ces enquêtes, ainsi que sur la base du suivi assuré par l'École doctorale elle-même (les docteurs, à l'issue de leur soutenance, reçoivent systématiquement un mail leur demandant de bien vouloir rester en contact avec l'ED en acceptant de fournir une adresse mail fonctionnelle et en s'abonnant aux différentes comptes sociaux de l'ED), que l'idée d'organiser les *Rendez-vous Pro* de l'École doctorale a germé, dans la mesure où ces enquêtes tendent à montrer que la plupart des débouchés professionnels de nos doctorants se situent en dehors du monde académique. Indépendamment du taux de qualification CNU et de recrutement de ces docteurs, l'ED 492 est en effet bien consciente qu'un certain nombre de ses doctorants ne souhaite pas ou ne peut pas intégrer l'enseignement supérieur comme enseignant-chercheur. C'est la raison pour laquelle, à l'issue de leur soutenance, les docteurs qu'elle a contribué à former ont la possibilité de réclamer, en plus de leur diplôme, un « référentiel compétences », conçu par la Direction de l'ED 492 et validé par son Conseil, qui explicite les différentes compétences qu'ils ont acquises au moyen de cette formation. Rédigé dans le langage concis et précis des recruteurs, ce référentiel leur permet de valoriser ces compétences, savoir-faire et savoir-être auprès de futurs employeurs. Des offres d'emploi sont régulièrement

postées sur le site de l'ED 492, où nos docteurs trouvent également toutes les informations relatives aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle mis en place par l'ED et aux calendriers des différentes sections CNU.

**3.** Les docteurs en droit formés au sein de l'ED 492 qui souhaitent intégrer le monde académique sont plus particulièrement accompagnés dans leur recherche d'emploi. À ceux qui s'orientent vers les concours de l'enseignement supérieur, l'ED 492 offre la possibilité de séances *ad hoc* de relecture des dossiers de candidature et d'entraînement aux auditions devant un jury de collègues volontaires (évidemment choisis parmi ceux qui ne siègent pas dans les comités de sélection qui auront à recruter la même année). Considérant qu'elle doit accompagner l'insertion professionnelle de ses docteurs et que cet accompagnement ne s'arrête pas une fois la thèse soutenue, elle a mis en place, également, des dispositifs d'aide financière (en fonction de ses moyens et du nombre de candidats) destinés à financer les déplacements des docteurs auditionnés par des comités de sélection partout en France métropolitaine, et ceux des membres des équipes des candidats au concours d'agrégation pour la leçon libre (dans la limite de quatre A / R Lyon-Paris). À ces aides peuvent s'ajouter, le cas échéant, celles qui sont accordées par les Unités de recherche, plusieurs d'entre elles ayant adopté le principe d'une aide forfaitaire en faveur de leurs docteurs en vue des auditions organisées dans le cadre des concours de recrutement à la Maîtrise de conférences. On signalera à ce propos des difficultés d'ordre comptable qui ont surgi depuis que le suivi comptable et financier des budgets des écoles doctorales n'est plus assuré, sur le site, par la ComUE Lyon-Saint-Etienne, mais par les établissements impliqués, certains d'entre eux exigeant une délibération spéciale de leur Conseil d'administration pour prendre en charge des déplacements de docteurs qui, dès lorsqu'ils ont soutenu, ne sont plus considérés comme étudiants et qui, lorsqu'ils ne bénéficient pas d'un contrat (CD, ATER) ne sont pas non plus des *personnels* de l'établissement. Ces difficultés sont cependant en voie d'être résolues, grâce au dialogue engagé avec les différents Directeurs généraux des services des établissements concernés. Par ailleurs, les jeunes docteurs restent en principe affiliés à leur Unité de recherche (dans certaines Unités, ce rattachement est de droit, par exemple à l'EDPL, en attendant le cas échéant une nouvelle affectation avec le statut éventuel de « membre associé »).

**4.** Chaque année, les acteurs de la formation doctorale de droit peuvent ainsi se réjouir d'un taux significatif de réussite à la qualification aux fonctions de Maître de conférences, dans les trois sections CNU concernées. À titre d'exemple, on signalera que, lors de la dernière campagne, 10 docteurs ont été qualifiés par la section 01 ; 5 par la section 02 ; et 1 (c'était le seul candidat) en section 03. Ils peuvent, également, se réjouir de la réussite des docteurs formés en son sein au concours externe d'agrégation.

## DOMAINE 4 : LE PILOTAGE ET L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LA FORMATION DOCTORALE

### Référence 13 : La formation doctorale est soutenue et dynamisée par la politique de l'établissement en matière de ressources humaines et d'allocation des moyens.

**1.** Au plan de la politique des ressources humaines, la dotation en personnels administratifs de l'ED 492 n'a pas changé depuis la création de l'École doctorale et paraît suffire aux besoins : la direction administrative est assurée par un agent de catégorie A (Attaché d'administration) et secondée par un personnel de catégorie B (à temps plein, en charge principalement des inscriptions pédagogiques et du suivi administratif des dossiers des doctorants) et par un personnel de catégorie C (à mi-temps, en charge principalement des formations). Ces personnels sont mis à disposition de l'ED 492 par l'Université J. Moulin Lyon 3. Depuis le recrutement de la Directrice administrative en 2020 et celui de la secrétaire en 2021, les effectifs sont stables et donnent entière satisfaction. Ils sont placés sous l'autorité directe du Directeur de l'École doctorale, qui valide les emplois du temps et les missions (rédaction des fiches de poste), et qui assure les entretiens professionnels annuels en toute autonomie.

Outre les personnels administratifs affectés à la mise en œuvre de la formation doctorale de droit, la politique *ressources humaines* des établissements consiste également dans l'octroi d'un contingent de contrats doctoraux. Ce contingent est resté stable pendant la période sous observation : 7 contrats doctoraux pour Lyon 3 (c'était 6 jusqu'en 2023) ; 2 contrats doctoraux pour Lyon 2 ; 1 contrat doctoral pour l'UJM. Les établissements impliqués dans la formation doctorale de droit n'ont pas créé de chaires de Professeur Junior susceptibles d'offrir davantage de financements doctoraux (à l'exception de l'UJM, qui compte plusieurs chaires de Professeur Junior, mais pas en droit).

**2.** Au plan financier, la formation doctorale de droit, via l'ED 492, est alimentée par deux canaux de financement. Le premier (« part UDL ») est constitué par la dotation annuelle du Service des études doctorales

de la ComUE Lyon-Saint-Etienne : chacun des établissements du site dote le Service des études doctorales qui, ensuite, répartit cette dotation entre chacune des Écoles doctorales, sur la base de critères objectifs reconduits chaque année : une part fixe, égale pour toutes les formations doctorales (12 000 euros), et une part variable, calculée sur la base du nombre d'inscrits, mais qui ne tient pas compte des inscriptions au-delà de la D5, ce qui tend, il faut le reconnaître, à pénaliser les formations doctorales en SHS, où la durée moyenne des thèses dépasse très souvent les quatre ans. Aux sommes ainsi réparties par le Service des études doctorales de la ComUE s'ajoute une somme de 9 000 euros (reconduite dans les mêmes termes chaque année), attribuée par l'Université J. Moulin Lyon 3, en sa qualité d'établissement support (« part Lyon 3 »). Jusqu'en 2023, ces deux masses faisaient l'objet d'une gestion comptable distincte, la « part UDL » relevant de la compétence des services financiers et de l'Agence comptable de la ComUE Lyon-Saint-Etienne, la « part Lyon 3 » relevant de la compétence des services financiers et de l'Agence comptable de l'Université J. Moulin Lyon 3. Depuis 2024, ces deux masses font désormais l'objet d'une gestion comptable uniforme, en lien avec les services comptables de la DRED Lyon 3, ce qui, d'une part, facilite le suivi de l'exécution comptable du budget, mais a, d'autre part, conduit à revoir certaines de nos procédures, s'agissant notamment du financement de la mobilité doctorale et des aides financières attribuées aux associations de doctorants et aux Unités de recherches (pour leurs manifestations scientifiques incluant la participation active de doctorants).

Depuis 2024, la direction de l'École doctorale soumet donc son projet de budget, validé en Conseil de l'École doctorale, à la DRED Lyon 3, qui le fait adopter en Commission recherche à l'occasion du vote du budget de la DRED. En cours d'année, une demande de budget rectificatif peut être formulée auprès de la DRED Lyon 3, en général au printemps. Tout au long de l'exercice comptable, le suivi comptable des ressources allouées à l'École doctorale est assuré par la responsable administrative de l'École doctorale, sous l'autorité de son Directeur et en lien avec les services comptables de la DRED Lyon 3. À titre d'exemple, pour l'année 2025, le budget de l'École doctorale s'élève, pour la part ComUE, à 22 811 euros (soit une diminution de 1,9 % par rapport à 2024), dont : un socle fixe de 12 000 euros et une dotation calculée sur la base des doctorants inscrits de la D1 à la D4 (191 inscrits au 1<sup>er</sup> octobre 2024). Sur le site, une réduction comparable affecte l'ensemble ou presque des formations doctorales en SHS, pour les mêmes raisons (évolution démographique).

Au-delà des variations de la « part ComUE », on voudrait attirer l'attention sur le fait que l'emploi des ressources financières de l'ED 492 est essentiellement tourné vers les formations doctorales et les aides financières allouées aux doctorants pour leur mobilité ou leurs activités de recherche (pour les formations : rémunération des intervenants et paiement des frais de missions des intervenants extérieurs ; subventions accordées aux séminaires doctoraux organisés par les Unités de Recherche ou les associations de doctorants, aides personnelles accordées aux doctorants ; prise en charge des frais liés au Prêt Entre Bibliothèques). La part des dépenses de fonctionnement s'en trouve, par conséquence, plutôt réduite (sans que cela ne pèse sur la qualité de vie et les conditions de travail des personnels administratifs de l'ED 492), ce dont on peut se féliciter.

À titre d'exemple, et pour l'année 2024, la répartition des moyens financiers a été la suivante :

- PEB : 5%
- Aides individuelles : 17%
- Aides aux associations de doctorants pour leurs manifestations scientifiques : 13%
- Aides aux UR pour leurs manifestations scientifiques impliquant des doctorants : 15%
- Financement des intervenants / formateurs : 8%
- Journée de l'ED ; Journée Droit-Philo ; Rendez-vous Pro de l'ED ; dépenses liées à l'organisation de la sélection des contrats doctoraux et à l'organisation des CSI

Dit autrement : la part des dépenses de fonctionnement *stricto sensu* est réduite à son maximum (étant entendu que la masse salariale « personnels administratifs » est prise en charge par l'Université Lyon 3 et n'est pas incluse dans le budget de l'ED 492). On peut donc conclure que la politique de ressources humaines des établissements impliqués, tant en matière de recrutement que de reconnaissance des activités, tient compte des besoins de la formation doctorale et contribue à la dynamiser.

**3.** Outre ces dotations, il faut souligner que le soutien financier des établissements co-accrédités à la formation doctorale inclut également : le nombre de contrats doctoraux attribués chaque année (dont le nombre est stable depuis trois ans : 7 CD Lyon 3 ; 2 CD Lyon 2 et 1 CD UJM, auquel s'ajoute le cas échéant 1 CD « chaire Droit constitutionnel comparé ») et les dotations annuelles aux unités de recherche (qui ont connue, à Lyon 3, une forte augmentation en 2023). Les trois établissements impliqués dans la formation doctorale ont doté les Unités de recherche de salles de travail dédiées aux doctorantes et doctorants. A Lyon 3, un plan de rénovation énergétique des locaux du bâtiment Cavenne, qui accueille la plupart des unités de recherche en droit, est programmé pour 2025-2026.

À tout cela on peut ajouter qu'il existe, dans les trois établissements impliqués, une politique de soutien à la mobilité entrante et sortante, qui se manifeste notamment par des financements et qui est évidemment susceptible de contribuer à l'internationalisation de la formation doctorale. Mais cette politique bénéficie à l'ensemble des personnels des établissements et n'est pas propre aux enseignants-chercheurs investis dans l'encadrement de projets doctoraux.

Enfin, sur le point de savoir si les encadrants (directions de thèse et co-encadrants) rattachés à l'École doctorale bénéficient d'une politique de soutien, d'accompagnement et de formation, on se permettra de renvoyer aux éléments indiqués sous la Référence 8.

4. En dépit de ces actions / ressources, la courbe d'évolution des effectifs doctoraux a marqué un léger infléchissement (dans une tendance qui suit celle des effectifs de doctorants en SHS ces dernières années), sur la période de référence, le nombre total de doctorants passant de 315 à 273 (en l'absence de thématiques prioritaires de recherches des établissements concernés, on a compté toutes les thèses ensemble, sans prendre en compte le critère de l'inscription dans le cadre des « priorités thématiques », cf. DQT 1-2a). Cet infléchissement (qui n'est pas strictement linéaire, puisqu'on note un regain pour l'année 2022-2023) concerne les doctorants comme les doctorantes. Quant au nombre de soutenances, s'il est identique pour 2019-2020 et 2023-2024, la courbe est plutôt chaotique (ce qui peut en partie s'expliquer par la pandémie et ses effets retardés), puisque, à deux reprises, en 2020-2021 et 2022-2023, le nombre des soutenances a anormalement chuté pour s'établir à 24 /25 au lieu des 35 soutenances annuelles habituelles.

### Référence 14 : La formation doctorale s'appuie sur un processus d'évaluation interne et d'amélioration continue.

Depuis plusieurs années déjà, la formation doctorale de droit, via l'ED 492, met en place et identifie une procédure et des indicateurs relatifs à son activité (depuis l'accueil des doctorants jusqu'à la poursuite de carrière des diplômés) et suit leur dynamique. Sur la base de ces indicateurs, elle fait évoluer son fonctionnement global et définit son projet, tout en diffusant les conclusions qu'elle tire de ces autoévaluations auprès des établissements, des membres de son Conseil et de l'ensemble de ses usagers.

Plus précisément, les formations doctorales font l'objet de deux types d'évaluations internes.

D'une part, chacune des formations dispensées fait l'objet, une fois terminée, d'une évaluation spécifique, au moyen d'un questionnaire adressé aux participants, qu'il s'agisse du questionnaire ADUM, lorsque la formation est accessible sur ADUM, ou du questionnaire élaboré par l'ED 492 pour ses propres formations, lequel comporte des questions « fermées » (sur le volume horaire de la formation, les conditions matérielles et pédagogiques de son organisation) et des questions « ouvertes », les doctorants étant appelés à s'exprimer librement sur l'utilité de la formation et sur leurs souhaits de voir l'ED mettre en place de nouvelles formations. Chaque doctorant ayant pris part à une formation est donc invité à remplir un questionnaire, validé par le Conseil de l'ED 492, dont l'analyse permet de mesurer, sur le fond comme sur la forme, à partir d'éléments tant subjectifs qu'objectifs, la pertinence et la valeur ajoutée des formations. Une restitution de cette analyse est présentée lors du dernier Conseil de l'année universitaire, et sert de base de discussion à un éventuel renouvellement de l'offre de formation.

D'autre part, les représentantes et représentants des doctorants organisent régulièrement des enquêtes d'opinion auprès des doctorants. Ces enquêtes font l'objet d'un exposé et d'une discussion en conseil de l'École doctorale. Elles participent à améliorer les processus de fonctionnement de l'École et à la réflexion relative au contenu des formations offertes.

Ces évaluations et ces enquêtes ont permis l'évolution de l'offre de formation au regard des attentes exprimées par les doctorantes et doctorants. Par exemple, la mise en place du séminaire doctoral « Penser en juriste » est le résultat direct d'une demande exprimée dans le cadre de ces évaluations. De même, les dernières enquêtes menées par les représentants des doctorants ont fait apparaître un besoin de formation non pas seulement aux différents types d'exercices juridiques susceptibles d'être réalisés par les étudiants dans le cadre de séances de travaux dirigés, mais à la « gestion de classe » (par exemple, comment appréhender une situation de contestation, de tension ou de crise, comment organiser de la manière la plus efficiente), notamment par la mise en place d'actions de parrainage / tutorat entre doctorants. Comme cela a été souligné *supra*, ces enquêtes ont fait apparaître également un besoin de formation à la recherche empirique (comment réaliser des enquêtes de terrain, comment conduire des entretiens ?) : ce besoin a déjà été pris en compte, puisque, via les collègues du CRDMS, habitués à ce type de recherche, un module de formation incluant la question de la gestion des données est en cours de conception (avec mise en œuvre pour la rentrée 2025).

## DOMAINE 5 : LES ORIENTATIONS MAJEURES POUR LE PROCHAIN CONTRAT QUINQUENNAL

Aucun changement structurel majeur de l'École doctorale de droit n'est envisagé. La formation doctorale conservera donc son périmètre actuel, qui couvre l'ensemble du champ juridique.



## Conclusion

D'un côté, le bilan de la formation doctorale de droit réalisé par l'ED 492 fait apparaître un certain nombre de forces qui en font un environnement attractif pour les chercheurs et les doctorants, comme par exemple :

1. son **positionnement au sein d'un site reconnu** dans le monde académique, qui permet :
  - a. d'offrir l'**éventail le plus large possible de spécialités juridiques** dans lesquelles les doctorants peuvent s'engager pour des recherches diversifiées et approfondies
  - b. de faire bénéficier les doctorants d'un **réseau international solide** offrant aux doctorants des opportunités de mobilité, de collaboration transnationale et d'accès à des perspectives globales sur le droit, favorisant ainsi une ouverture à des problématiques juridiques internationales
2. un **environnement de recherche dynamique** :
  - a. organisation de séminaires, conférences et autres événements académiques qui permettent aux doctorants de présenter leurs travaux, d'échanger avec d'autres chercheurs et de bénéficier de retours précieux pour enrichir leurs projets de thèse)
  - b. valorisation des échanges interdisciplinaires, inter-laboratoires et inter-établissements, aussi bien s'agissant des activités des doctorants que du fonctionnement même de l'ED 492 (par exemple au moment de l'attribution des contrats doctoraux)
  - c. une forte implication des Unités de recherche (dans le fonctionnement et les activités de l'École doctorale) et un réel sentiment d'appartenance des doctorants à leur École doctorale
3. une **offre de formation appréciée** par les doctorants et un **accompagnement personnalisé** (suivi étroit et accompagnement individualisé tout au long du parcours doctoral, assuré par des encadrants expérimentés aptes à prodiguer des conseils pratiques et méthodologiques)
4. une ouverture vers le **monde professionnel** et un soutien à l'**insertion professionnelle** : La formation doctorale favorise les liens avec les praticiens du droit et les institutions professionnelles, permettant ainsi aux doctorants de développer des projets de recherche en lien avec les besoins du monde juridique, mais aussi de préparer des carrières académiques ou professionnelles après leur doctorat. L'École doctorale propose ainsi des formations et des rencontres avec des professionnels du droit, permettant aux doctorants de se préparer au monde du travail, que ce soit dans le milieu académique, les institutions publiques, ou les cabinets d'avocats.
5. des ressources et infrastructures importantes
  - a. l'École offre un accès à des ressources académiques et juridiques de premier plan, comme des bibliothèques spécialisées, des bases de données juridiques, et des espaces de travail adaptés à la recherche. Les doctorants peuvent ainsi mener leurs recherches dans des conditions optimales.
  - b. L'École utilise des moyens de communication fonctionnels et efficaces, qui permettent une bonne diffusion de l'information

D'un autre côté, l'autoévaluation menée par l'École doctorale a conduit à identifier des points de vigilance, sur lesquels, en accord avec les Unités de recherche sur lesquelles elle s'adosse et les établissements habilités à délivrer le doctorat en droit, la formation doctorale de droit du site entend poursuivre et amplifier certaines de ses actions. Outre (et dans l'intérêt bien compris des doctorants eux-mêmes) un meilleur encadrement de la durée des thèses et une prévention plus efficace des abandons (bien que ces paramètres dépendent souvent des conditions personnelles et psychologiques dans lesquelles le parcours doctoral se déroule), la diminution du nombre d'inscriptions en D1, qui pouvait, il y a deux ans, passer pour un épiphénomène, mais qui semble désormais constituer une véritable tendance, fait évidemment partie de ces points de vigilance et appellera la future direction de l'ED 492 à repenser ses actions sur ce point. Un autre point de vigilance consiste dans le fait que, bien que l'ED 492 entretienne de bonnes relations avec son milieu professionnel, certains doctorants peuvent avoir le sentiment que ce réseau professionnel, dans certains domaines spécifiques du droit, n'est pas assez étendu, ou que certaines niches ne présentent pas suffisamment d'opportunités de réseautage. Cette



question rejoint celle, plus générale, de la recherche du point d'équilibre entre théorie et pratique (pour certains doctorants, la formation doctorale peut être perçue comme davantage axée sur la recherche théorique et académique, et moins sur des applications pratiques ou des problématiques directement liées à la pratique professionnelle du droit). C'est la raison pour laquelle la formation doctorale en droit cherchera à se professionnaliser davantage. Parce que la présence de docteurs dans le monde non-académique est une richesse et parce que les perspectives d'emploi dans le monde académique sont parfois décevantes, cette professionnalisation passera sans doute par une plus grande diversification des profils de candidats au doctorat (des pistes sont d'ores et déjà envisagées en lien avec les Unités de recherche qui accueillent déjà des doctorants issus du monde socio-économique, comme par exemple le CRDMS) et par une densification des liens avec les docteurs recrutés dans le monde non-académique.

Enfin, cette évaluation a été l'occasion d'identifier au moins deux risques liés à l'environnement dans lequel s'inscrit la formation doctorale en droit. D'une part, au point de vue de son environnement général, la formation doctorale en droit sera, comme toutes les formations doctorales, de plus en plus confrontée aux usages / mésusages des dispositifs d'Intelligence Artificielle. Pour limiter les risques que ces usages peuvent engendrer, il lui faudra intégrer une réflexion sur l'IA, qu'il sera possible de mettre en œuvre grâce à certains de ses enseignants-chercheurs impliqués sur ces questions (on peut penser à T. Laksimi à Lyon 2 et à L. Pailler à Lyon 3. Le thème retenu pour la dernière Journée de l'Ecole doctorale (« Droit et IA »), organisée en avril 2024, témoigne déjà de la volonté de placer ces interrogations au cœur de la formation doctorale de droit. D'autre part, au point de vue de son environnement plus immédiat, la formation doctorale sera confrontée aux projets de coordination académique et scientifique du site Lyon / Saint-Etienne, qui semblent désormais privilégier la mise en place d'instituts thématiques et de réseaux de coordination disciplinaires, sans toutefois abandonner les projets de création de *graduate schools*.

En résumé :

<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adossement scientifique à un potentiel de recherche de qualité</li> <li>• Offre de formation pertinente</li> <li>• Soutien administratif fort de l'établissement porteur</li> <li>• Une culture commune et partagée par l'ensemble des acteurs de la formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouverture internationale encore insuffisante (notamment du fait du manque de financement dédié)</li> <li>• Durée des thèses encore trop longue</li> <li>• Difficultés à produire les données relatives à l'insertion professionnelle des doctorant·es</li> </ul>
<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un changement de direction prévu en septembre 2025 : une nouvelle énergie, de nouveaux projets !</li> <li>• Une coordination stabilisée du site Lyon Saint-Etienne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La baisse du financement pérenne des universités (hors appels à projets) et donc des financements doctoraux pèse sur une recherche en SHS peu soutenue par les appels à projets</li> </ul>